

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1556

[C — 99/29245]

15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifiée par la loi du 2 février 1994;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu les lois coordonnées du 17 juillet 1991 relatives à la comptabilité de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 13 juillet 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 30 juin 1998;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 22 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999,

Arrête :

TITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2^o loi : la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

3^o Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

4^o administration : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions;

5^o service : le service visé à l'article 43 du décret s'offrant à héberger ou à aider les personnes visées à l'article 2 du décret;

6^o commission : la commission d'agrément prévue à l'article 46 du décret;

7^o jeune : la personne âgée de moins de 18 ans ou celle de moins de 20 ans pour laquelle l'aide prévue par le décret est sollicitée avant l'âge de 18 ans;

8^o particulier : la personne physique visée à l'article 1^{er}, 5^o du décret, s'offrant à assurer l'accueil et la guidance des jeunes en vertu du décret;

9^o autorité mandante : le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse;

10^o arrêté du 7 décembre 1987 : arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du sept décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse;

11^o prise en charge : mise en oeuvre des moyens par lesquels le particulier ou le service apporte son aide au jeune ou son concours à la mesure prononcée au bénéfice du jeune dans le cadre d'un mandat décerné par une autorité mandante;

12^o situation : prise en charge d'un jeune ou d'une fratrie de jeunes dans le cadre de l'aide prévue par le décret;

13^o nombre de situations visées par le projet pédagogique : nombre moyen de situations pouvant être traitées simultanément ou, en ce qui concerne les centres d'orientation éducative et les services de prestations éducatives ou philanthropiques le nombre de situation pouvant être traités annuellement dans le cadre d'un projet pédagogique agréé;

14^o taux de prises en charge : le nombre moyen de situations effectives réalisées au cours d'une année. Ce taux est calculé de la manière suivante : nombre total de journées effectives de prise en charge de toutes les situations divisées par 365. Le quotient est ensuite multiplié par 100 et divisé par le nombre de situations visées par le projet pédagogique. S'il échet, le résultat ainsi obtenu est arrondi à l'unité inférieure;

15^o arrêtés spécifiques : arrêtés déterminant les normes d'encadrement et les subventions par type de projet pédagogique;

16^o mandat : l'aide sollicitée par une autorité mandante et acceptée par le service.

TITRE II. — L'agrémentCHAPITRE Ier. — *Conditions d'agrément**Section 1re. — L'agrément*

Art. 2. L'agrément d'un service est accordé sur la base d'un projet pédagogique.

Section 2. — Les conditions générales

Art. 3. Tout pouvoir organisateur qui désire obtenir l'agrément d'un service en vertu de l'article 43 du décret doit s'engager à satisfaire aux conditions suivantes :

1° être une personne morale de droit public, un établissement d'utilité publique ou être constitué en association sans but lucratif ayant pour objet d'apporter une aide spécialisée telle que définie par le décret.

S'il s'agit d'un service d'aide en milieu ouvert, d'un centre d'orientation éducative ou d'un service de prestations éducatives ou philanthropiques, organisé par une association sans but lucratif, celle-ci doit, dans un délai de deux ans à partir de sa date d'agrément sur la base du présent arrêté, avoir pour objet exclusif d'assurer les missions visées dans les arrêtés spécifiques;

2° accueillir les jeunes dans des lieux salubres et adaptés aux objectifs éducatifs; l'aménagement des locaux et son environnement doivent tendre à l'épanouissement des jeunes, favoriser leur intégration dans la société, et garantir le droit au respect de la vie privée;

3° a) porter immédiatement à la connaissance de l'administration tout événement grave, tels que notamment décès, incident disciplinaire sérieux, interruption prolongée des activités du service, faute grave du personnel, dont notamment les faits de mœurs, irrégularité dans la gestion du service, sinistre quelconque;

b) porter à la connaissance des autorités mandantes tout événement grave visé au point a) lorsqu'ils ont des répercussions sur les prises en charge.

4° se soumettre à l'inspection des fonctionnaires délégués à cet effet par le Ministre;

5° faire couvrir par des polices d'assurances :

a) sa responsabilité civile, celle de son personnel et des personnes qui résident dans le service, ainsi que de ses biens;

b) la responsabilité civile des jeunes pris en charge ou aidés;

c) le dommage corporel causé aux jeunes pris en charge.

Section 3. — Les conditions relatives au projet pédagogique, à la prise en charge des jeunes et au conseil pédagogique

Art. 4. § 1^{er}. Le projet pédagogique définit l'ensemble des objectifs du service et précise les moyens mis en oeuvre pour les atteindre. Il mentionne également le nombre de situations visées, hormis pour les services d'aide en milieu ouvert. Il contient le règlement d'ordre intérieur applicable aux jeunes.

§ 2. Le service est en permanence soumis au respect intégral de chacun des objectifs de son projet pédagogique. Il doit être en mesure d'établir à tout moment que les conditions de ce respect sont réunies. Il doit aussi pouvoir démontrer que chacun des moyens qu'il met en oeuvre concourt à la réalisation des objectifs précités.

§ 3. Le projet pédagogique est périodiquement évalué, au minimum une fois par an, et réactualisé en concertation avec les membres du service. Il doit être remis à jour lorsqu'il ne correspond plus aux méthodes de travail du service ou lorsqu'il est constaté que le projet pédagogique ne répond plus aux besoins.

Hormis pour les services d'aide en milieu ouvert, lorsque le taux de prises en charge n'atteint pas, sur une période annuelle, 80 % le service en informe l'administration et le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse.

Le service les informe également lorsque sur une période annuelle le nombre de prises en charge visées à l'article 1^{er}, 12° n'atteint pas 120 % du taux de prises en charge. Il informe le personnel de ces démarches ainsi que de leur suivi et s'il échec, les négocie avec la délégation syndicale ou la délégation syndicale inter-services.

§ 4. Un exemplaire du projet pédagogique est remis à tous les membres du service.

§ 5. Un document présentant en résumé les activités et la méthodologie du service est mis à la disposition de toute personne qui en fait la demande. Ce document est transmis d'office par le service à toutes les autorités susceptibles de faire appel au service ou d'orienter des jeunes vers le service.

Art. 5. Le projet pédagogique s'élabore conformément à la grille normalisée définie par le Ministre, en tenant compte notamment des obligations suivantes :

1° mentionner les heures normales d'activité, ainsi que les fonction, qualification et lieu de travail des personnes possédant la délégation voulue pour prendre les mesures en cas d'urgence et répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures;

2° préciser, en tenant compte des nécessités liées au projet pédagogique du service, les dispositions pratiques visant à pouvoir les contacter;

3° justifier les qualifications particulières requises pour les membres du personnel et l'encadrement nécessaire en fonction du projet pédagogique;

4° préciser les objectifs et moyens pédagogiques mis en oeuvre, en ce compris les attitudes et les sanctions inacceptables;

5° indiquer les modalités selon lesquelles le service assure la supervision pédagogique du personnel et l'évaluation de son action;

a) assurer une supervision pédagogique, de préférence avec une ou des personnes ou un organisme extérieurs au service, au moins au cours de la première année d'activité du service;

b) organiser la formation continue de tous les membres du personnel, notamment par un organisme privé de formation et de perfectionnement du personnel, agréé en application de l'article 54 du décret;

6° garantir un travail interdisciplinaire par l'organisation de réunions d'équipe;

7° joindre au projet pédagogique le code de déontologie visé à l'article 4 du décret;

La personne à qui la direction du service a été confiée est chargée de la mise en oeuvre du projet pédagogique sous la responsabilité du pouvoir organisateur du service.

Le projet pédagogique définit les fonctions des membres du pouvoir organisateur du service et des membres du personnel du service.

Art. 6. § 1^{er}. Au sein de chaque service, un conseil pédagogique composé de la direction et du personnel est mis en place. Les jeunes peuvent être invités à participer au conseil pédagogique lorsque des points mis à l'ordre du jour les concernent directement.

§ 2. Le conseil pédagogique est obligatoirement consulté au moins une fois par an sur :

1° la mise en oeuvre du projet pédagogique, en ce compris l'application du code de déontologie;

2° le programme de formation et de supervision pédagogique.

§ 3. Le conseil pédagogique est obligatoirement informé sur les comptes annuels et l'affectation des subventions.

Section 4. — Les conditions relatives au personnel

Art. 7. § 1^{er}. Les membres du personnel des services agréés ainsi que les personnes occupées régulièrement ou résidant dans les locaux affectés aux activités des services agréés doivent être de bonne vie et moeurs.

§ 2. Le pouvoir organisateur du service doit s'assurer que les membres du personnel sont exempts de danger pour les jeunes pris en charge.

§ 3. Les membres du personnel du service doivent annuellement être reconnus aptes au travail par la médecine du travail. Le pouvoir organisateur du service doit s'assurer que l'état de santé des personnes occupées régulièrement ou résidant dans les locaux affectés aux activités du service est exempt de danger pour les jeunes.

§ 4. Le service s'assure que les membres du personnel doivent :

1° posséder les qualités de contact et d'équilibre émotionnel nécessaires à la bonne exécution de leurs prestations;

2° être aptes à adopter les attitudes pédagogiques adéquates;

3° être aptes à participer à l'éducation des jeunes.

§ 5. Les membres du personnel peuvent, soit faire partie de l'association sans but lucratif qui organise leur service, soit être apparentés ou alliés jusqu'au 3^e degré à un membre de l'association, jusqu'à concurrence d'un tiers des membres de l'association. Le service a un délai de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent arrêté pour se conformer à cette disposition.

Les travailleurs du service ne peuvent être membres du conseil d'administration de l'association; ils peuvent cependant être membres invités, avec voix consultative.

Art. 8. La personne à qui la direction du service a été confiée est chargée, sous la responsabilité du pouvoir organisateur, de la gestion journalière, de la tenue de la comptabilité, du respect des réglementations en vigueur et de la mise en oeuvre du projet pédagogique.

En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution de l'alinéa 1^{er}, l'administration invite, par lettre recommandée, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent.

Section 5. — Les conditions relatives à la tenue des documents administratifs et comptables

Art. 9. § 1^{er}. Les services, à l'exception des services d'aide en milieu ouvert, doivent ouvrir un dossier au nom de chaque jeune dès la demande de prise en charge. Ce dossier, qui est tenu à la disposition des fonctionnaires visés à l'article 3, 4°, contient :

- lorsque le service refuse la prise en charge : un document contenant les motivations du refus; un exemplaire de ce document est transmis à l'autorité mandante qui a sollicité la prise en charge. La confidentialité du document doit être assurée comme prévu au 4°;

- lorsque le service accepte la prise en charge :

1° les renseignements d'ordre administratif, notamment ceux relatifs aux prestations sociales;

2° le projet éducatif individualisé du jeune, ainsi que les pièces relatives à son évolution; y figure également une copie des rapports à adresser aux autorités mandantes;

3° les renseignements concernant la santé et les examens d'orientation professionnelle et médico-psychologiques.

4° le caractère confidentiel de ce dossier doit être préservé. Les documents à caractère médical ne peuvent être communiqués qu'au médecin délégué par le Ministre à cet effet, ainsi qu'au médecin choisi par le jeune ou sa famille ou le service.

§ 2. Les services d'aide en milieu ouvert doivent tenir un dossier relatif aux modalités et objectifs de l'aide individuelle apportée : lorsque cette aide est entreprise pour un jeune, un dossier, dont l'anonymat est garanti, est ouvert et tenu au siège du service. Les renseignements d'ordre administratif et médico-psychologique et tout document permettant l'identification du jeune ne peuvent être communiqués.

Le caractère confidentiel de ces informations doit impérativement être préservé, sauf demande contraire du jeune ou obligation de porter assistance à personne en danger.

Le dossier précité est tenu à disposition des fonctionnaires visés à l'article 3, 4°.

Art. 10. Annuellement, avant la fin du mois de mars, les services adressent à l'administration et aux conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse des arrondissements dans lesquels les services exercent leurs activités, suivant les modalités définies par le Ministre, un rapport d'activités couvrant l'année civile précédente.

Ce rapport justifie notamment l'encadrement mis en oeuvre pour la réalisation du projet pédagogique, le nombre de situations prises en charge, la manière dont les qualifications du personnel ont contribué à la réalisation du projet pédagogique ainsi que, hormis pour les services d'aide en milieu ouvert, le nombre de refus de prises en charge, le taux de prise en charge visé à l'article 1^{er}, 14°.

Art. 11. § 1^{er}. Les services doivent tenir une comptabilité conforme au plan comptable minimum normalisé tel qu'il est défini par le gouvernement. Il est tenu une comptabilité analytique par projet pédagogique agréé.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public et qu'à ce titre, un autre plan comptable lui est imposé. Dans ce cas, pour chacun des projets pédagogiques agréés sur la base du présent arrêté, la comptabilité est tenue sur une fonction budgétaire spécifique et comporte un compte de résultats pour chaque catégorie de subventions. Les bonis éventuels cumulés sur les subventions doivent être maintenus dans les comptes du service.

§ 2. Sauf lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public, le pouvoir organisateur du service doit mettre en place un système de contrôle de la comptabilité du service, tant en recettes qu'en dépenses, par un commissaire aux comptes ne faisant pas partie des membres du personnel du service et chargé de faire rapport semestriellement. Copie de ces rapports est tenue à disposition de l'administration.

Les comptes annuels doivent en outre être vérifiés par un expert-comptable ou, si la loi l'impose, certifiés par un réviseur d'entreprises. Leurs rapports de contrôle font mention de leur numéro d'immatriculation à l'Institut des Experts-Comptables ou à l'Institut des Réviseurs d'entreprises, et portent en priorité sur :

- a) l'application du plan comptable dont question au § 1^{er} du présent article;
- b) l'activité financière du service;
- c) les différentes rubriques du bilan et leur fondement;
- d) les dépenses en frais de personnel et leur concordance avec les relevés établis en matière de sécurité sociale et de précompte professionnel;
- e) le résultat de l'exercice comptable vérifié.

§ 3. Les documents comptables sont communiqués annuellement à l'administration selon les modalités fixées par le Ministre et dans les délais ci-après :

a) avant la fin du mois d'avril, les services transmettent un exemplaire des comptes annuels de l'exercice écoulé et du budget de l'exercice en cours. Les rapports de l'expert-comptable ou du réviseur d'entreprises sont joints aux comptes annuels;

b) avant la fin du mois de juin, les pouvoirs organisateurs constitués sous la forme d'associations sans but lucratif fournissent la délibération de leur assemblée générale qui a donné décharge aux administrateurs pour leur gestion de l'exercice écoulé.

§ 4. Lorsque au terme d'un exercice, le déficit atteint ou dépasse cinq pour cent des produits de l'année, ou si le déficit cumulé atteint ou dépasse dix pour cent des produits de l'année, le service avise l'administration de cette situation et lui communique les moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour rétablir l'équilibre financier. Il faut entendre ici, par déficit, la différence entre, d'une part, les produits et d'autre part, les dépenses effectives dont question à l'article 29, § 2 du présent arrêté.

Art. 12. Un exemplaire des comptes annuels et du rapport d'activités est tenu à la disposition des membres du personnel et de la délégation syndicale qui pourront les consulter sur simple demande. Le service les informe de la possibilité de consulter ces documents.

Art. 13. Le pouvoir organisateur et le service ont, chacun en ce qui les concerne, l'obligation de communiquer à l'administration, dans le mois, toute modification des données fournies lors de l'examen de la demande d'agrément.

Ils sont en outre tenus de répondre à toute demande d'information formulée par l'administration.

Section 6. — Les premiers soins

Art. 14. Le service doit être capable à tout moment d'apporter ou de faire apporter les premiers soins aux jeunes. Il doit disposer du nécessaire pour ces premiers soins.

CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

Section 1re. — La commission d'agrément

Art. 15. Le président et les membres de la commission, à l'exception de ceux qui sont visés aux 3°, 4°, 6°, 13° à 15° de l'article 46, § 1^{er} du décret, reçoivent un jeton de présence pour chaque réunion de deux heures au moins tenue par la commission. Le jeton de présence couvre les travaux accessoires aux séances. Ce jeton est de 700 francs pour le président et de 500 francs pour les membres.

Le président et les membres de la commission sont autorisés à faire usage de leur véhicule personnel pour se rendre au lieu de réunion, ainsi que lors des déplacements nécessaires dans le cadre de leur mission. L'indemnité pour frais de parcours est égale au montant qui serait déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des transports en commun. La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation de leur véhicule personnel.

Les personnes extérieures à l'administration appelées à participer à ces séances de travail comme experts de la commission sont assimilées aux membres pour l'octroi des jetons de présence et des indemnités pour frais de parcours.

Art. 16. § 1^{er}. La commission a son siège à l'administration.

§ 2. Elle se réunit sur convocation de l'administration, qui adresse celle-ci à chacun des membres effectifs, au moins 8 jours avant la date de la réunion, sauf extrême urgence dûment motivée.

§ 3. A la convocation, sont joints les documents suivants :

- 1° sauf dans les situations d'urgence visées au § 2, le projet de procès-verbal de la réunion précédente;
- 2° l'ordre du jour;
- 3° les dossiers relatifs aux services; ces dossiers comprennent :
 - a) le nom du service;
 - b) la situation de ce service au regard de l'agrément;

- c) la mention et la composition du pouvoir organisateur;
- d) l'objet du dossier;
- e) le rapport de l'agent chargé de l'inspection pédagogique et, s'il échet, de celui chargé de l'inspection comptable;
- f) l'impact budgétaire du dossier;
- g) la présentation du dossier, faite par le service en trois pages dactylographiées maximum;
- h) l'avis motivé du ou des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse concernés par le dossier, visé à l'article 25 § 1^{er}.

§ 4. L'administration assure le secrétariat et la conservation des archives.

Art. 17. La commission informe, au moins 8 jours avant la date de la réunion, le pouvoir organisateur ou les promoteurs du projet de l'examen de son dossier. A cette information est jointe une copie du dossier relatif à la demande, tel qu'il a été transmis aux membres de la commission.

Elle entend, à leur demande, le pouvoir organisateur ou les promoteurs du projet et la direction des services concernés. La commission peut décider d'entendre toute personne qui peut l'éclairer à propos du dossier traité.

L'agent qui a élaboré le rapport d'inspection visé à l'article 16, § 3, 3^o, e), relatif au service intéressé, peut être entendu lorsqu'un avis est rendu sur ce service.

Art. 18. La commission délibère valablement lorsque la moitié des membres au moins est présente. A défaut d'avoir réuni cette majorité, la commission peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, le vote est considéré comme négatif.

Les délibérations ont lieu à huis clos. Les votes s'expriment au scrutin secret.

Il est interdit à tout membre de la commission d'être présent à la délibération sur tout dossier dans lequel il a un intérêt direct, soit à titre personnel, soit à titre d'administrateur ou de préposé, ou dans lequel son conjoint, ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont pareil intérêt.

Art. 19. Les membres sont tenus de respecter la confidentialité des travaux et des débats de la commission.

§ 2. A moins qu'ils n'aient été rendus publics, tous documents, renseignements, informations portés à la connaissance des membres effectifs et suppléants en vertu de leur mandat ne peuvent faire l'objet de publication ou de communication à des tiers sans autorisation donnée par le Ministre, après avis de la commission, sauf au service concerné.

§ 3. Le Ministre peut révoquer le membre qui contrevient aux prescrits de la présente disposition.

Art. 20. Chaque séance fait l'objet d'un procès-verbal, qui mentionne notamment la date, les heures de début et de fin, l'ordre du jour, la liste des membres présents, le nombre de voix et la motivation retenue pour chaque avis rendu. L'extrait du procès-verbal est transmis au service concerné.

Art. 21. La commission établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Ministre. Le règlement précise les modalités de fonctionnement de la Commission.

Section 2. — Les demandes d'agrément des services

Art. 22. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur ou les promoteurs du projet introduisent la demande d'agrément du service sous pli recommandé auprès de l'administration. Ils joignent à cette demande, pour constituer le dossier visant à obtenir l'avis d'opportunité visé à l'article 46, § 3 du décret :

- 1° une note établissant les éléments principaux du projet pédagogique que le service compte mettre en oeuvre;
- 2° un exemplaire des statuts ou du projet de statuts du pouvoir organisateur demandeur ou de tout autre document attestant que la condition prévue à l'article 3, 1° du présent arrêté est bien remplie;
- 3° la liste actualisée des personnes qui sont ou seront membres du conseil d'administration lorsque le pouvoir organisateur est ou sera constitué en ASBL;
- 4° le nom de la personne à qui sera confiée la direction du service et, s'il échet, la liste des membres du personnel pressentis;
- 5° une déclaration sur l'honneur par laquelle il confirme l'engagement prévu à l'article 3 du présent arrêté.

§ 2. Le dossier visant à obtenir l'avis de conformité visé à l'article 46, § 3 du décret est transmis à l'administration, sous pli recommandé, par le pouvoir organisateur.

Art. 23. L'administration accuse réception du dossier visé à l'article 22, § 1^{er} et 2, lorsque celui-ci est complet et recevable. Elle le transmet ensuite directement au Ministre et en informe la commission dans les deux mois.

Lorsque la commission est appelée à examiner un dossier, elle est convoquée par l'administration selon les dispositions de l'article 16 du présent arrêté.

Art. 24. § 1^{er}. Dans les trois mois de la réception par la commission du dossier tel que visé aux §§ 1^{er} et 2 de l'article 22, celle-ci remet son avis comme prévu à l'article 46, § 3 du décret. A défaut de respecter ce délai, l'avis est présumé avoir été rendu.

§ 2. Dans les deux mois de la réception de l'avis visé au § 1^{er}, le Ministre notifie sa décision à l'administration qui en informe les demandeurs et la commission.

Cette décision peut prévoir que la décision effective du Ministre sur l'avis d'opportunité est postposée dans un délai donné, notamment pour des raisons d'ordre budgétaire.

§ 3. Lorsqu'il marque son accord sur l'opportunité de la mise en oeuvre du projet, le Ministre fixe le délai dans lequel le demandeur doit introduire son dossier de conformité. Dans les cas où l'avis de conformité peut être donné en même temps que l'avis d'opportunité, le Ministre statue sans délai sur la demande d'agrément.

§ 4. En cas de refus d'agrément, le pouvoir organisateur ne peut introduire de nouvelle demande qu'un an au moins après que la décision de refus lui a été notifiée.

Art. 25. § 1^{er}. 1° Au moins tous les trois ans, le conseil d'arrondissement de l'aide à la jeunesse de l'arrondissement où le service a son siège principal d'activité, examine l'opportunité du ou des projets pédagogiques du service, au vu des besoins de programmation;

2° A l'occasion de cet examen, le conseil susmentionné sollicite, dans un délai de deux mois, l'avis des conseils d'arrondissement de l'aide à la jeunesse des arrondissements où le service exerce également ses activités;

3° Le conseil susmentionné sollicite également l'avis des autorités mandantes concernées sauf dans les cas des services d'aide en milieu ouvert;

4° Le bilan et l'avis du conseil d'arrondissement visé au 1° du § 1^{er}, auxquels sont joints les avis visés aux 2° et 3° du § 1^{er}, sont transmis à l'administration.

§ 2. La commission est saisie du cas lorsque le ou les conseils susmentionnés estiment ou constatent que la mise en œuvre du projet pédagogique ne répond plus aux besoins, notamment si, et hormis pour les services d'aide en milieu ouvert, le taux de prises en charge n'atteint pas, soit 80 % au cours des trois périodes annuelles consécutives concernées, soit 60 % au cours de l'une des trois périodes annuelles concernées.

§ 3 La commission est saisie du cas lorsque l'administration constate que le projet pédagogique n'est pas respecté, notamment si, et hormis pour les services d'aide en milieu ouvert, le taux de prises en charge n'atteint pas, soit 80 % au cours des trois périodes annuelles consécutives concernées, soit 60 % au cours de l'une des trois périodes annuelles concernées.

Art. 26. Tout changement de pouvoir organisateur, toute modification du projet pédagogique ou de localisation des locaux donne lieu à un avis de la commission.

Art. 27. En cas de départ définitif de la personne physique à qui ont été confiées la gestion et la direction effective du service, celui-ci informe immédiatement l'administration de ce départ. Le service informe également l'administration, dans les deux mois qui suivent le départ effectif de la personne visée ci-dessus, de l'identité de son remplaçant. Conformément à l'article 39 du décret, la commission remet un avis sur le maintien de l'agrément dans les trois mois qui suivent le remplacement.

Sur base de l'avis de la commission, ou si la commission n'a pas remis son avis dans le délai fixé à l'alinéa 1^{er}, le Ministre peut soit confirmer l'agrément, soit suspendre celui-ci, en attendant la mise en place d'une direction qui satisfait aux dispositions reprises dans le présent arrêté et ses annexes.

La suspension de l'agrément a pour effet de suspendre, par décision du Ministre, tout ou partie du versement des subventions afférentes au personnel de direction, ainsi que les subventions pour frais de fonctionnement visées à l'article 35 et, le cas échéant, l'ensemble de la subvention. Cette suspension prend effet dans un délai de 60 jours comptés à partir de la date de la notification au pouvoir organisateur et prend fin à la date du remplacement.

Art. 28. § 1^{er}. Une mise en demeure est notifiée par le Ministre au pouvoir organisateur et au service concernés lorsqu'il constate :

1° que le projet pédagogique d'un service ne répond plus à des besoins ou si celui-ci ne rencontre que partiellement ces besoins eu égard notamment aux difficultés rencontrées par les jeunes et leurs familles et aux conditions d'admission ou de prise en charge déterminées dans le projet pédagogique du service;

2° qu'un service ne répond plus aux critères de programmation élaborés par le Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse;

3° qu'un service ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté ou par l'arrêté spécifique applicable à la catégorie de services à laquelle il appartient;

4° qu'un service ne respecte plus les dispositions légales réglementaires de contrôle comptable et financier qui lui sont applicables;

5° sur la base d'une information de la commission indiquant que le service n'exécute pas le projet pédagogique pour lequel il est agréé.

Dans les cas visés au § 1^{er}, 1° et 2°, le service dispose d'un délai de un an pour se conformer à la mise en demeure, et d'un délai de trois mois pour les cas visés au § 1^{er}, 3°, 4° et 5°.

§ 2. S'il n'est pas satisfait à cette mise en demeure ou si le service a déjà fait l'objet d'une mise en demeure au cours des vingt-quatre mois qui précèdent, la commission est saisie du dossier et doit remettre un avis dans les deux mois suivant cette saisine.

§ 3. Après avoir sollicité l'avis de la commission, le Ministre peut, dans un délai qu'il détermine, retirer l'agrément. Il en informe l'administration.

La décision est notifiée par l'administration, par lettre recommandée, au service et à son pouvoir organisateur. Le cas échéant, la décision contient un délai pour son exécution. Au terme du délai, le subventionnement est interrompu dans les conditions et délais fixés par le Ministre, sans préjudice des dispositions visées au point 4° de l'annexe 1, A du présent arrêté.

La décision est transmise, pour information, au président de la commission.

TITRE III. — L'octroi des subventions

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 29. § 1^{er}. Les subventions octroyées aux personnes et services agréés comprennent, selon les cas, une partie variable et une partie fixe. La partie variable des subventions comprend les frais de prise en charge des jeunes; ces subventions sont fixées par le Gouvernement. La partie fixe des subventions comprend les frais de personnel et de fonctionnement des services. Le Gouvernement arrête, par type ou catégorie de services, le montant de ces subventions.

§ 2. Toute dépense effectuée doit pouvoir être justifiée; les preuves de paiement doivent être tenues à la disposition de l'administration. Seules les dépenses effectives pouvant être subventionnées sur la base du présent arrêté et ses arrêtés d'application déterminent le résultat au compte 141 du plan comptable visé à l'article 11, § 1^{er} du présent arrêté.

Lorsque l'administration a décidé de récupérer tout ou partie d'une subvention avancée, le service concerné peut, dans le mois qui suit la notification de la décision, faire valoir par écrit ses arguments sur les modalités de la récupération. Passé ce délai, et après examen des moyens invoqués par le service, l'administration fait connaître sa décision et procède, s'il échet, à la récupération immédiate. Si des circonstances particulières le justifient, elle peut octroyer des termes et délais.

Les subventions avancées qui doivent être récupérées par l'administration peuvent être portées en déduction des subventions allouées.

§ 3. Les subventions ne peuvent être investies dans des placements financiers à risque.

§ 4. Les fonds propres correspondent uniquement au capital de départ du service, aux dons et legs qu'il reçoit et aux produits d'activités lucratives qu'il organise. Sont également des fonds propres, les intérêts bancaires perçus sur le placement des fonds propres précités, ainsi que, dans le cas des personnes morales de droit public, les fonds publics dont disposent celles-ci.

En aucun cas, la partie non justifiée ou non utilisée des diverses catégories de subventions allouées, y inclus les intérêts bancaires résultant du placement de subventions, ne peut être incluse dans les fonds propres du service; ce principe vaut également lorsque le pouvoir organisateur du service est une personne morale de droit public.

Art. 30. Sans préjudice de l'application de l'article 34, §§ 3 et 4 du présent arrêté, les subventions allouées sont diminuées à concurrence des subventions versées par d'autres personnes morales de droit public. Il n'est toutefois tenu compte de celles-ci que dans la mesure où elles ont été versées pour couvrir des dépenses déjà prises en considération pour la fixation des subventions allouées. Cependant, dans tous les cas, les subsides de la Loterie Nationale ne font pas l'objet d'une récupération, ni les bourses d'études obtenues par les jeunes lorsqu'elles sont utilisées exclusivement au bénéfice des jeunes pour lesquels elles sont octroyées.

Toutes subventions ou tous remboursements de frais exposés, obtenus sur une autre base que le présent arrêté ou les arrêtés spécifiques, sont signalés par le service à l'administration. Les dépenses couvertes par ces subventions ou remboursements de frais doivent être reprises de manière complète et distincte dans le plan comptable visé à l'article 11, § 1^{er} du présent arrêté.

En cas de cofinancement du service par un autre pouvoir public dans le cadre d'un accord conclu avec le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions, le Ministre peut déterminer que l'intervention financière de l'autre pouvoir public est soit déduite de la subvention provisionnelle, soit déduite des dépenses admises pour la fixation de la subvention définitive.

CHAPITRE II. — *Subvention pour frais de personnel*

Section Ire. — Subvention provisionnelle pour frais de personnel

Art. 31. § 1^{er}. Une subvention provisionnelle est allouée au service pour la période comprise entre la date de l'agrément sur la base du présent arrêté et la fin des trois années civiles suivantes; elle est examinée ensuite tous les trois ans, et peut être adaptée, le cas échéant, eu égard aux éléments suivants :

- 1° la catégorie du service;
- 2° le type de projet pédagogique du service;
- 3° le nombre de situations visées par le projet pédagogique du service;
- 4° les normes de référence en matière d'effectif de personnel fixées pour la catégorie du service et le type de projet pédagogique du service;
- 5° les conditions de qualification et les échelles barémiques de rémunération du personnel justifiant l'utilisation de la subvention provisionnelle, telles que fixées aux annexes 3 et 4 du présent arrêté;
- 6° les modalités de calcul de l'ancienneté pécuniaire acquise dans le secteur de l'aide à la jeunesse, telles que fixées à l'annexe 2, B du présent arrêté;
- 7° les moyens budgétaires disponibles. Ces moyens sont fonction des différents types de projets pédagogiques, de leur coût respectif et de leur nombre eu égard aux besoins de programmation ainsi que des crédits fixés au budget administratif de la Communauté française pour ces services.

Les normes de personnel subventionné sont déterminées par les arrêtés spécifiques propres aux différents types de projets pédagogiques.

§ 2. Le total des rémunérations brutes indexées obtenu en application du § 1^{er} est majoré d'un pourcentage, fixé par le Ministre, pour la prise en considération des charges patronales légales et des avantages complémentaires fixés à l'annexe 1 du présent arrêté. Le total ainsi obtenu, divisé par le nombre d'emplois prévu pour le service concerné, détermine la rémunération moyenne provisionnelle du service.

La subvention provisionnelle annuelle est égale à :

rémunération moyenne provisionnelle sur base annuelle X coefficient d'adaptation X nombre d'emplois octroyés.

Le coefficient d'adaptation susmentionné est adapté à l'évolution du coefficient d'indexation des rémunérations, selon les modalités de l'article 40 du présent arrêté ou peut être adapté pour des motifs qui n'y sont pas directement liés, notamment l'adaptation des échelles barémiques de rémunération et le pourcentage fixé pour les charges patronales légales et les avantages complémentaires.

§ 3. La subvention visée au § 2 est liquidée à raison d'un douzième par mois.

Art. 32. Lorsque, en raison de l'évolution des anciennetés, telles que définies au point B de l'annexe 2 du présent arrêté, et des qualifications du personnel, la subvention provisionnelle devient insuffisante, le service introduit une demande de révision de celle-ci à l'administration, par lettre recommandée et en chiffrant l'augmentation annuelle demandée.

Au moins un an avant la fin du terme de 3 ans visé à l'article 31, § 1^{er}, le service introduit, selon les modalités visées au § 1^{er} du présent article et en cas de nécessité, une demande d'adaptation de la subvention provisionnelle pour la période de 3 ans suivante.

Le Ministre procède, si nécessaire, et dans la limite des moyens budgétaires disponibles, à l'adaptation de la subvention soit dans le courant de la période de 3 ans dont question à l'article 31, § 1^{er}, dans le cas visé au § 1^{er} du présent article, soit pour la période de 3 ans suivante, dans le cas visé au § 2 du présent article.

Après la fin de chaque année civile, le service renseigne à l'administration le montant des dépenses réelles, à l'exclusion des provisions pour pécules de vacances, de l'année précitée.

L'administration récupère, après la fin de la période visée à l'article 31, § 1^{er}, le trop-perçu éventuel par rapport à la subvention provisionnelle allouée durant la période précitée. En cas de fin des activités du service, la récupération du trop-perçu intervient avant la fin de la période visée à l'article 31, § 1^{er}.

Art. 33. En cas de modification du projet pédagogique, du nombre de situations visées par celui-ci, ou de la catégorie du service, il est procédé s'il échet à la révision de la subvention provisionnelle pour une nouvelle période de trois ans, suivant les modalités prévues à l'article 31, § 1^{er}.

Section 2. — Subvention définitive pour frais de personnel

Art. 34. § 1^{er}. Chaque année, il est procédé à la fixation de la subvention définitive, sur base des pièces justificatives requises par l'administration.

§ 2. L'utilisation de la subvention provisionnelle visée à la section 1^{ère} du présent chapitre est justifiée conformément aux dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté.

§ 3. L'intervention versée au service par le Ministère de l'Emploi et du Travail pour compenser l'absence d'un travailleur en congé-éducation est incluse dans la subvention provisionnelle. Cette comptabilisation est répartie sur une ou plusieurs années civiles, la première étant celle où le travailleur a débuté son congé-éducation, la dernière étant celle consécutive à l'année durant laquelle l'intervention du Ministère de l'Emploi et du Travail est payée.

Le service informe l'administration, par lettre recommandée, dans le mois qui suit le paiement effectif de l'intervention, de son choix concernant l'affectation du montant de l'intervention sur l'une ou plusieurs des années concernées.

§ 4. La partie de la subvention provisionnelle allouée durant la période visée à l'article 31, § 1^{er}, le cas échéant y compris l'intervention visée au § 3 du présent article, dont l'utilisation n'est pas justifiée, constitue un indu remboursable suivant les modalités visées à l'article 32, § 5.

CHAPITRE III. — Subvention pour frais de fonctionnement

Art. 35. § 1^{er}. Une subvention forfaitaire pour frais de fonctionnement est octroyée aux services. Les dépenses permettant de justifier la subvention sont les suivantes, sans préjudice des dispositions visées dans les arrêtés spécifiques propres aux différents types de projets pédagogiques :

1° les frais d'occupation des immeubles, notamment les loyers, charges locatives et frais de déménagement, frais de surveillance;

2° lorsque le service est propriétaire des immeubles qu'il occupe, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux immeubles précités. Le taux d'amortissement est fixé à 3,333 %. Un taux d'amortissement de 10 ou 6,666 % peut être pris en considération pour les aménagements ou gros travaux d'entretien des immeubles;

3° les frais de produits d'entretien;

4° les frais d'entretien des locaux et de leur contenu ainsi que les frais de literie et de lingerie;

5° les frais d'eau, d'énergie et de combustibles;

6° les frais d'administration;

7° les frais d'assurances non relatives au personnel, soit les assurances incendie, vol, responsabilité civile obligatoire des services, véhicules, matériel de bureau et informatique;

8° les frais juridiques dans le cadre de la défense des membres du personnel par rapport aux bénéficiaires de l'aide apportée par le service. Les honoraires d'avocats et d'experts sont pris en considération pour autant qu'il n'y ait pas désaccord de l'administration;

9° les honoraires des superviseurs et formateurs, sur base de factures dûment établies et à concurrence d'un montant maximum annuel indexable fixé à F 125 513 par type de projet pédagogique agréé;

10° les honoraires de vérification ou de certification des comptes annuels, conformément aux dispositions de l'article 11, § 3 du présent arrêté. Ces frais sont pris en considération sur base de factures dûment établies, à concurrence d'un montant maximum annuel indexable par service :

a) fixé à F 37 653, pour un service comptant jusqu'à 10 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif prises en considération pour le calcul des subventions provisionnelles;

b) fixé à F 37 653 et majoré de F 2 898 par fonction supplémentaire équivalent temps plein attribuée en plus de 10 et jusque 49, au total, par les normes d'effectif précitées;

c) fixé à F 153 627 à partir de 50 fonctions équivalent temps plein attribuées, au total, par les normes d'effectif précitées;

11° les honoraires afférents à des tâches administratives et comptables nécessaires au bon fonctionnement du service ou au respect des conditions d'agrément. Ces frais sont pris en considération sur base de factures dûment établies et dans la limite d'un montant maximum annuel indexable par service :

a) de F 164 000 jusqu'à 10 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif prises en considération pour le calcul des subventions provisionnelles;

b) de F 177 390 jusqu'à 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif précitées;

c) de F 262 740 F au-delà de 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif précitées;

12° les montants payés aux agences locales pour l'emploi pour des tâches ponctuelles qui ne relèvent pas des tâches habituelles du personnel du service;

13° les frais de secrétariat social, à savoir le calcul des salaires, les formalités liées au paiement des salaires et à accomplir dans le cadre de la législation sociale et fiscale, le soutien logistique et juridique; sur base de factures dûment établies, ces frais sont couverts par la subvention à concurrence de F 7 615 indexables, à majorer de la T.V.A., par travailleur et par année;

14° les cotisations payées aux organisations représentatives des services, à concurrence d'un montant maximum de F 2 176 indexables par an et par emploi temps plein pris en considération pour le calcul des subventions provisionnelles du service;

15° les frais de formation continue du personnel en Belgique; le subventionnement de frais de formation à l'étranger est subordonné à l'accord de l'administration. La partie de la subvention consacrée à la formation ne peut être supérieure à un montant équivalent à 20 % de la subvention annuelle pour frais de fonctionnement. Les frais de formation qui justifient l'utilisation de la subvention correspondent soit à des formations de spécialisation en rapport avec la fonction occupée et le niveau de celle-ci, les études générales étant exclues, soit à des participations à des colloques, conférences, congrès, séminaires et journées d'études;

16° les frais de déplacements de service et de missions du personnel, en Belgique, sur la base du tarif kilométrique applicable au personnel de l'administration. Le subventionnement des frais de déplacements à l'étranger est subordonné à l'accord de l'administration : cet accord peut être annuel, de principe et concerner un ensemble de dépenses;

17° les frais d'annonces, de publicités, de documentation, d'accueil des jeunes et leurs proches;

18° les frais liés à l'utilisation des véhicules, y inclus l'assurance omnium missions et, s'il échet, le surcoût afférent à l'assurance responsabilité civile véhicule lorsqu'il y a usage professionnel;

19° les frais d'évacuation des déchets;

20° les frais de matériel psychologique ou didactique;

21° les frais bancaires et les charges d'emprunt nécessaires au bon fonctionnement du service, dans le cadre de l'application du présent arrêté;

22° les frais exceptionnels, dans le cadre des tâches visées aux points 10°, 11° et 13° pour autant qu'il y ait accord de l'administration;

23° la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux mobilier, matériel et autres équipements. Le taux d'amortissement est fixé à 20 % pour le matériel fixe et roulant ainsi que pour le mobilier et le matériel de bureau. Il est fixé à 33,33 % pour les matériels informatiques et software. Des taux d'amortissement adaptés en fonction du projet pédagogique du service peuvent être fixés par les arrêtés spécifiques aux catégories de services.

24° les taxes et impôts directs et indirects liés à l'activité agréée du service;

25° Les facturations internes afférentes aux points 11° et 13° pour l'ensemble des services, ainsi que les facturations afférentes au point 6° uniquement lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public, sont acceptées dans le respect des modalités ci-après :

a) pour les honoraires afférents aux tâches administratives et comptables visées au 11°, à concurrence au maximum d'un montant annuel indexable :

- de F 164 000 jusqu'à 10 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif prises en considération pour le calcul des subventions provisionnelles;

- de F 177 390 jusqu'à 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif précitées;

- de F 262 710 au-delà de 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif précitées;

b) pour les tâches visées au 13° précité : les dispositions visées au même 13° sont applicables sans tenir compte de la majoration pour la T.V.A.;

c) pour les frais d'administration visés au 6°, uniquement pour les services dont le pouvoir organisateur est un pouvoir public, à concurrence de maximum F 1 087 775 indexables par an et par emploi administratif ou de directeur administratif prévu par les normes d'effectif applicables au service et non occupé. Dans le cas où une facture interne est présentée, le service doit en informer l'administration avant l'année concernée pour que la subvention provisionnelle afférente à la fonction de directeur administratif soit allouée bien que la fonction ne soit pas occupée;

§ 2. La subvention pour frais de fonctionnement peut également couvrir les dépenses de personnel telles que visées à l'article 34 du présent arrêté.

Art. 36. Le Gouvernement détermine le montant de la subvention de fonctionnement, en tenant compte du projet pédagogique. Ce montant est indexé automatiquement en application de l'article 41 du présent arrêté. Cette subvention est allouée au service à concurrence d'un douzième par mois.

TITRE IV. — Dispositions générales, particulières, abrogatoires et finales

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales et particulières

Art. 37. Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des services agréés, sauf dispositions particulières dans les arrêtés spécifiques à chaque catégorie de services.

Art. 38. Les services visés à l'article 3 du présent arrêté conservent les pièces justificatives comptables pendant 10 ans; en cas d'action en justice, le délai précité est prolongé jusqu'à la conclusion définitive de la procédure judiciaire.

Les comptes annuels et les dossiers du personnel doivent être conservés pendant 30 ans. Le dossier individuel du jeune, visé à l'article 9 du présent arrêté, peut être détruit au plus tôt 5 ans après la majorité du jeune, hormis les rapports d'évolution et de fin de prise en charge qui doivent être transmis à l'autorité mandante le cas échéant.

Le dossier médical du jeune doit, le cas échéant, être retourné au médecin de famille ou au médecin conventionné de l'autre service par lequel le jeune est pris en charge.

En ce qui concerne le dossier administratif et le cas échéant :

- les accords, formalisations de prise en charge et notifications, ainsi que les attestations concernant les conceptions philosophiques ou religieuses sont conservés 3 ans par le service et détruits ensuite par ses soins;

- les bulletins scolaires sont rendus aux jeunes;

- la correspondance avec l'école et la famille est conservée 3 ans par le service ou restituée au jeune ou à la famille;
- le relevé contradictoire du trousseau est conservé 3 ans par le service.

Art. 39. Pour les montants indexables qui ne constituent pas des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1er janvier 1990.

Art. 40. Pour les montants qui constituent des rémunérations ou des frais assimilés, il est fait application de la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, modifiée par les arrêtés subséquents. Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1er janvier 1990.

CHAPITRE II. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 41. Sont abrogés :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse en ce qui concerne les dispositions applicables aux services, à l'exception des dispositions fixées à l'article 17 et à l'annexe 1;

2° les articles 5 à 9 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 novembre 1991 déterminant le fonctionnement de la Commission d'agrément créée par le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 décembre 1990 fixant les indemnités accordées aux membres de la commission d'agrément chargée de donner un avis en matière d'agrément des personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse.

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide en milieu ouvert (AMO).

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services « Espaces-Rencontres ».

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 42. Pour l'application des articles 31, § 1^{er}, 5° et 34, § 2, sont considérés comme possédant la qualification exigée par l'annexe 3 du présent arrêté, les membres du personnel qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exerçaient effectivement la fonction pour laquelle la qualification est exigée, en conformité avec les dispositions réglementaires antérieures.

Art. 43. § 1^{er}. Lorsqu'une fonction prise en considération pour le calcul du subside forfaitaire pour frais de personnel dans les dispositions réglementaires ou conventionnées précédentes, n'est plus prévue par le présent arrêté ou les arrêtés spécifiques aux catégories de services, le membre du personnel occupant cette fonction bénéficie du maintien de l'échelle barémique y afférente jusqu'à la fin de ses activités dans le service. L'échelle barémique précitée est prise en considération pour la fixation des subventions provisionnelles et définitives du service.

§ 2. Pour les membres du personnel qui, après l'entrée en vigueur du présent arrêté, demandent l'assimilation à une fonction de direction sur la base des points 2, 3 et 4 de l'annexe 5, E de l'arrêté du 7 décembre 1987 et sont occupés dans un service résidentiel agréé de 60 lits au moins à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

1° le bénéfice de l'échelle barémique B afférente à la fonction de responsable pédagogique ou de responsable de la coordination générale est accordé pour autant que la qualification de ce personnel soit jugée suffisante en vertu des dispositions visées respectivement aux points 2 et 4 de l'annexe 5, E de l'arrêté du 7 décembre 1987;

2° le bénéfice de l'échelle barémique B afférente à la fonction de responsable administratif est accordé sous réserve d'acquisition de la qualification requise par les dispositions visées au point 2 de l'annexe 5, E de l'arrêté du 7 décembre 1987.

§ 3. Les rémunérations allouées aux éducateurs chefs de groupe, membres du personnel qui exerçaient cette fonction au 1^{er} janvier 1987, peuvent être prises en considération jusqu'au départ de ceux-ci.

Art. 44. Le pourcentage visé à l'article 31, § 2, 1^{er} alinéa, est fixé sur une base minimale comme suit :

- à 54 % pour les services d'aide en milieu ouvert, les centres de jour et les services d'aide et d'intervention éducative;
- à 48,84 % pour les services de protutelle;
- à 49,55 % pour les services de placement familial;
- à 53,42 % pour les services de placement familial d'urgence et à court terme;
- à 52,23 % pour les centres d'orientation éducative et les services de prestations éducatives ou philanthropiques;
- à 61,06 % pour les autres catégories de services que prémentionnés.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 45. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Art. 46. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Normes prises en considération pour la fixation de la subvention définitive pour frais de personnel, conformément aux articles 31, § 2 et 34, § 2 du présent arrêté.

A. L'utilisation de la subvention provisionnelle est justifiée par :

1° le paiement de rémunérations, y inclus l'ancienneté pécuniaire calculée sur la base des dispositions reprises à l'annexe 2, A du présent arrêté, calculées suivant les échelles barémiques reprises à l'annexe 4 du présent arrêté, à condition que l'application de ces échelles barémiques soit prévue par les dispositions particulières, notamment en matière d'effectif et de qualification du personnel, fixées par le Gouvernement dans les arrêtés spécifiques aux différentes catégories de services;

2° le paiement des charges patronales légales afférentes aux rémunérations, comme prévu dans le secteur privé ou, sous réserve d'accord du Ministre le cas échéant, comme prévu dans le statut public du service;

3° l'octroi d'avantages complémentaires, dont certains accordés notamment en vertu des conventions collectives de travail de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, soit les charges suivantes :

a) une allocation de fin d'année calculée sur la base des dispositions accordant une telle allocation aux agents de la fonction publique du Gouvernement de la Communauté française;

b) une allocation annuelle spéciale indexable de 20 000 francs par an, octroyée proportionnellement à l'horaire hebdomadaire presté et payée mensuellement par douzième; il n'est pas tenu compte de cette allocation pour le calcul de l'allocation de fin d'année précitée au point a);

c) un supplément de rémunération horaire de 50 %, pour un maximum de 16 heures prestées le dimanche par travailleur faisant partie du personnel éducatif, soignant, social et d'entretien;

d) les dépenses journalières effectuées par les membres du personnel jusqu'à concurrence d'un maximum de 500 francs, non indexables, et jusqu'à concurrence d'un maximum de 30 jours par an par membre du personnel, lorsqu'ils accompagnent les jeunes lors de vacances organisées par le service. La dépense journalière est subventionnée pour autant que le membre du personnel soit présent les 24 heures de la journée sur le lieu des vacances; le premier et le dernier jour de vacances comptent chacun pour un jour complet;

e) un jour de congé le 27 septembre de chaque année pour la fête de la Communauté française. Un supplément de 4 jours de congé pour les membres du personnel prouvant 6 mois d'ancienneté dans le service; cette deuxième mesure s'applique proportionnellement pour les travailleurs à temps partiel;

f) le remboursement des frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail, suivant les modalités fixées dans les conventions collectives y afférentes;

4° le paiement des charges de préavis, prestés ou non, à concurrence de la durée minimale de préavis prévue par la législation sociale :

a) lorsque la durée minimale précitée est prolongée par jugement du tribunal du travail, consécutivement à un recours du membre du personnel, le Ministre décide si tout ou partie des charges supplémentaires décidées par le tribunal du travail sont prises en considération pour justifier la subvention provisionnelle. Lorsqu'il est donné pour cause de cessation définitive des activités du service, le préavis doit être presté jusqu'à la fin des activités du service;

b) en cas de retrait de l'agrément, la subvention définitive est adaptée pour couvrir le paiement de la partie des préavis minimum légaux supportés par le service après la fin de l'agrément, à condition que l'utilisation conforme de la subvention définitive soit garantie et après déduction des trop-perçus de subventions, le cas échéant. Dans le cas où il est constaté une utilisation non conforme de la subvention, il sera également fait déduction des fonds propres dont dispose le pouvoir organisateur.

5° le cas échéant, le paiement des prestations administratives et comptables visées aux § 10°, 11°, 13°, 22° et 25° de l'article 35, § 1^{er} du présent arrêté, dans les limites fixées par ce même article;

6° le paiement de l'indemnité de prépension, pour autant que :

a) les dispositions légales en matière de prépension soient respectées;

b) les coûts de l'indemnité à charge de l'employeur et de la charge financière afférente au personnel qui remplace la personne prépensionnée ne dépassent pas la charge financière afférente à la personne prépensionnée, dans le cas où celle-ci serait restée en fonction; la condition précitée n'est pas requise dans le cas du personnel ouvrier, toutefois le surcoût n'est pas pris en considération lors du calcul de l'adaptation visée à l'article 32 du présent arrêté;

c) l'employeur fasse préalablement la demande à l'administration avec, à l'appui de cette demande, copie de tous les documents y afférents ainsi que la programmation financière pour toute la période de prépension;

7° le paiement des dépenses d'assurance-loi, d'allocations de vacances du personnel ouvrier, de pécules de vacances simple et double des employés, afférentes à l'année précédant l'année de fixation de la subvention définitive; dans le cas où le service arrête son activité, les dépenses précitées constituent les charges de fermeture prises en considération pour être subventionnées en plus de la subvention définitive de l'année de fermeture. Pour le calcul de la subvention définitive de l'année de fermeture, les dépenses précitées afférentes à l'année de fermeture sont prises en considération;

8° la prise en considération de la quote-part ou de la partie des rémunérations et charges non financées par d'autres personnes morales de droit public, le cas échéant;

9° l'octroi d'avantages complémentaires prévus dans le statut public du service, sous réserve d'accord du Ministre.

B. L'utilisation de la subvention provisionnelle n'est pas justifiée par :

1° les rémunérations, charges et avantages complémentaires payés à des membres du personnel n'ayant pas la qualification fixée à l'annexe 3 du présent arrêté;

2° la partie des rémunérations et charges, y compris pendant la période de préavis, qui dépasse les montants pris en charge par les personnes morales de droit public pour un horaire complet, à l'exception des activités scientifiques pour autant qu'il y ait accord du Ministre, et à l'exception des prestations dans l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel des services visés par le présent arrêté. A titre transitoire, les cumuls à charge des pouvoirs publics existants avant le 1^{er} août 1975 sont tolérés jusqu'à leur fin normale;

3° tout ou partie des rémunérations et charges liées au dépassement d'une prestation à horaire complet par suite de cumuls avec des prestations en dehors du service, mettant le membre du personnel dans l'incapacité de remplir les conditions de l'article 7, § 3 du présent arrêté;

4° le paiement aux membres du personnel d'avantages complémentaires à ceux prévus au point A, 3° de la présente annexe; dans ce cas, le service doit justifier de fonds propres, d'un montant équivalent à ces avantages non prévus;

5° les rémunérations, charges et avantages complémentaires payés aux membres du personnel ne répondant pas à la condition fixée par l'article 7, § 4 du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Annexe 2

Normes prises en considération pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire, conformément à l'article 31, § 1^{er}, 5° du présent arrêté.

A. Normes applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire pouvant justifier l'utilisation de la subvention provisionnelle pour frais de personnel.

1° a) L'ancienneté équivaut aux prestations effectives antérieures, ainsi qu'à celles assimilables à des prestations effectives en vertu de la législation sociale; ces prestations sont prises en considération à partir de l'âge de prise de rang indiqué après la fonction à l'annexe 4 du présent arrêté.

b) Les périodes de pause-carrière sont, à concurrence de maximum un an équivalent temps plein, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable.

c) Les périodes de congé sans solde sont, à concurrence de maximum quinze jours par an, assimilées à une période de travail effectif pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire subsidiable.

2° Les mois civils non couverts complètement par un ou plusieurs contrats de travail ne sont pas pris en considération.

3° Sont considérées comme des prestations à temps plein :

a) les prestations effectuées à un régime horaire d'au moins 38 heures/semaine dans les services subventionnés sur base du présent arrêté; sans préjudice de l'application de conventions collectives d'entreprise pour résoudre des cas particuliers et pour autant qu'il y ait accord du Ministre;

b) les prestations effectuées dans l'enseignement, à un régime horaire considéré comme à temps plein suivant les dispositions appliquées dans ce secteur;

c) les prestations à un régime horaire considéré comme à temps plein par les conventions collectives de travail applicables dans les secteurs où ces prestations sont effectuées.

4° Il est procédé au calcul de l'ancienneté selon les modalités suivantes :

a) lorsque l'horaire hebdomadaire presté augmente par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire est adapté suivant la formule :

$$\frac{\text{période de prestations antérieures (en mois)}}{\text{horaire hebdomadaire période antérieure}} = (x) \text{ mois}$$

b) lorsque l'horaire hebdomadaire presté diminue par rapport à celui presté lors d'une période antérieure, le calcul de l'ancienneté pécuniaire ne doit pas être adapté;

c) lorsque l'horaire hebdomadaire presté, complet ou partiel, est équivalent à celui d'une période antérieure, il est compté un mois d'ancienneté pécuniaire par mois de prestation;

d) au résultat d'un calcul d'ancienneté sur la base des points a), b) et c) ci-dessus, les décimales du nombre de mois sont arrondies à l'unité supérieure.

5° Pour le personnel de direction, les prestations antérieures dans des fonctions autres que de direction ne sont prises en considération qu'à concurrence de 75 %, et à partir de l'âge de 24 ans ou 21 ans selon la fonction de direction occupée; néanmoins, cette réduction ne s'applique pas :

a) aux titulaires d'une des licences universitaires mentionnées au 2° de l'annexe 3, B du présent arrêté;

b) lorsqu'elle entraîne une diminution de la rémunération en cas de promotion à la fonction de direction; dans ce cas, il y a maintien de la rémunération liée à la fonction précédente, sans préjudice de son indexation, jusqu'à ce que la rémunération normalement applicable pour la fonction de direction dépasse la rémunération liée à la fonction précédente.

6° Les documents suivants sont requis en vue de prouver la réalité des prestations invoquées :

a) l'attestation de l'employeur précisant la fonction occupée, la période exacte des prestations et l'horaire hebdomadaire presté;

b) l'attestation relative aux versements effectués auprès d'une caisse de pension ou d'un organisme de sécurité sociale;

c) tout autre document justificatif éventuellement requis par l'administration.

B. Normes particulières applicables pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire reconnue dans le secteur de l'aide à la jeunesse et prise en considération pour le calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel.

Pour le calcul de cette ancienneté, il est tenu compte des dispositions visées au point A de la présente annexe, avec toutefois les limites suivantes :

1° sont prises en considération les prestations à temps plein ou partiel effectuées dans la fonction occupée dans le service subventionné, ainsi que les prestations antérieures effectuées :

a) dans un ou plusieurs services principalement agréés ou subventionnés sur la base des arrêtés d'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, ainsi que dans les services officiels de la Protection de la jeunesse et l'Aide à la jeunesse, dans les services des Tribunaux de la jeunesse et des Comités de protection de la jeunesse;

b) dans un ou plusieurs établissements agréés pour l'accueil des mineurs d'âge handicapés placés à charge des institutions fédérales, communautaires ou régionales compétentes;

c) dans un service agréé par un autre pouvoir public dans le cadre d'activités s'adressant principalement aux enfants.

2° les membres du personnel ayant presté dans les secteurs visés au 1° a) et b) précités avant le 1er janvier 1984 conservent, pour les prestations antérieures à cette date, l'ancienneté acquise à la date de sortie de ces secteurs avant le 1er janvier 1984 le cas échéant, ou l'ancienneté acquise au 1er janvier 1984 si les prestations ont continué au-delà de cette date. Cette ancienneté acquise est calculée sur les bases suivantes; les services admissibles pour le calcul de l'ancienneté sont :

- pour la fonction d'éducateur : toutes prestations antérieures d'éducateur, psychologue, assistant social, enseignant, surveillant d'école;

- pour les fonctions d'assistant social, de psychologue, d'infirmier, de personnel administratif et d'entretien : toutes prestations antérieures dans la même fonction;

- pour la fonction de direction : toutes les prestations antérieures citées ci-dessus, ainsi que les prestations de direction dans les secteurs pédagogique, social et paramédical.

3° la totalité de l'ancienneté est maintenue, sans préjudice de l'application de l'âge de prise de rang dans la nouvelle fonction, à tout membre du personnel en cas de promotion à un autre grade, de changement de fonction ou de service, hormis la fonction de direction.

4° pour autant qu'il y ait reprise des mêmes prestations chez le même employeur à l'issue du service militaire ou civil, celui-ci est assimilé à des prestations effectives à concurrence de maximum douze mois.

5° les dispositions visées au 3° ne s'appliquent pas au personnel d'entretien qui était en fonction avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui n'est plus pris en considération dans les normes.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Annexe 3

Conditions de qualification visées à l'article 31, § 1^{er}, 4°, justifiant l'utilisation de la subvention provisionnelle.

A. Personnel éducateur.

1° Chef-éducateur :

- au minimum un diplôme ou certificat d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social, à l'exception du diplôme de bibliothécaire-documentaliste, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

2° Educateur classe 1 :

- mêmes conditions de qualification que pour le chef-éducateur;

- est assimilé à cette qualification l'éducateur de classe 2A ou 2B qui était en fonction au 1er septembre 1966, à condition de compter respectivement dix et quinze années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

3° Educateur classe 2 :

- les éducateurs de classe 2 qui réunissent les conditions requises pour accéder à la classe 2A et qui étaient en service le 7 septembre 1976 peuvent continuer à bénéficier de la rémunération prévue antérieurement pour la classe 2 lorsque le montant de celle-ci s'avère plus avantageux que celui attaché à l'échelle barémique de la classe 2A.

4° Educateur classe 2A :

- un diplôme ou certificat d'études de l'enseignement secondaire supérieur à orientation sociale, éducative ou paramédicale, de plein exercice ou de promotion sociale;

- ou un brevet d'infirmier ou d'assistant en nursing;

- ou un brevet de puéricultrice, pour autant que le membre du personnel détenteur de ce brevet s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans.

5° Educateur classe 2B :

- un diplôme ou certificat d'études de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé;

- est assimilé à cette qualification l'éducateur de classe 3 qui était en fonction au 1er septembre 1966, à condition de compter cinq années de service comme éducateur au 21 décembre 1974.

6° Educateur classe 3 :

- le certificat d'enseignement secondaire inférieur.
- est assimilé à cette qualification, le personnel qui comptait trois années de service comme éducateur au 21 décembre 1974, de même que le personnel éducateur en service au 15 septembre 1975 et possédant à cette date un certificat ou un brevet de l'enseignement professionnel inférieur.

B. Personnel psycho-social.

1° Assistant ou auxiliaire social, assistant en psychologie.

- 2° Licencié dans le secteur des sciences humaines et sociales, tel que visé au point 1 de l'article 3, § 1^{er} du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment les licences en droit, en criminologie, en psychologie, en sciences de l'éducation et en sciences sociales ou licencié dans la spécialité fixée par le Ministre, dans les cas où cette possibilité est prévue par l'arrêté spécifique afférent au type de projet pédagogique ou à la catégorie de services concerné.

C. Personnel administratif.

1° Commis :

- certificat de l'enseignement secondaire inférieur;
- est assimilé à cette qualification, à partir du 1^{er} janvier 1974, le personnel administratif qui était en service avant le 1^{er} juillet 1973.

2° Rédacteur :

- certificat de l'enseignement secondaire supérieur.
- est assimilé à cette qualification le personnel administratif qui était en fonction dans un service agréé sur la base de l'arrêté du 7 décembre 1987 à la date du 1^{er} janvier 1994, comptait à cette date au moins 20 ans de fonction à temps plein dans un service tel que visé à l'article 3, 2° et 3° de l'arrêté du 7 décembre précité, et peut présenter une attestation relative au suivi d'une formation en matière de législation sociale et de gestion.

3° Econome :

- mêmes conditions que celles visées au 2° pour le rédacteur.

D. Personnel technique.

Aucune condition de qualification.

E. Personnel de direction

1° a) Directeur, directeur pédagogique :

- un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur pédagogique ou social, à l'exception du diplôme de bibliothécaire-documentaliste, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale, ainsi que trois ans de fonctions éducatives;

- ou une licence dans le secteur des sciences humaines et sociales, tel que visé au point 1 de l'article 3, § 1^{er} du décret de la Communauté française du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment avec une orientation pédagogique, sociale ou de santé, ainsi que trois ans de fonctions éducatives.

b) Directeur administratif :

- une licence en sciences commerciales ou en sciences économiques appliquées.

2° Coordinateur :

- mêmes conditions de qualification que le chef-éducateur.

3° Directeur général :

- un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social, à l'exception du diplôme de bibliothécaire-documentaliste, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale;

- ou une licence dans le secteur des sciences humaines et sociales, tel que visé au point 1 de l'article 3, § 1^{er} du décret de la Communauté française de 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment avec une orientation pédagogique, sociale ou de santé;

- ou une licence en sciences économiques appliquées, en sciences commerciales ou en sciences du travail.

- et une expérience de six ans de fonctions éducatives ou de gestion.

F. Personnel médical et paramédical.

1° Docteur en médecine.

2° Docteur en médecine spécialisé.

3° Infirmier breveté.

4° Infirmier gradué.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe 4

Echelles barémiques de rémunération visées à l'article 31, § 1^{er}, 4° du présent arrêté, justifiant l'utilisation de la subvention provisionnelle.

A. Personnel éducateur

1° Chef éducateur (21 ans) : 676.835 - 1.015.220

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

2° Educateur classe 1 (20 ans) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

3° Educateur classe 2 (20 ans) : 541.487 - 683.961

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

7/2 x 14.246

4° Educateur classe 2A (20 ans) : 541.487 - 749.855

3/1 x 8.905

4/2 x 10.688

8/2 x 14.246

1/2 x 24.933

5° Educateur classe 2B (20 ans) : 520.115 - 733.819

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

12/2 x 14.246

6° Educateur classe 3 (18 ans) : 504.990 - 683.963

3/1 x 5.595

2/2 x 7.775

1/2 x 10.054

2/2 x 11.424

8/2 x 14.217

7° Educateur chef de groupe (21 ans) : 707.108 - 1.070.426

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

B. Personnel psycho-social.

1° Assistant ou auxiliaire social ou assistant en psychologie (23 ans) :

621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

2° Licenciés tels que visés au point 2° de l'annexe 3, B du présent arrêté (24 ans) :

822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

C. Personnel administratif.

1° Commis (18 ans) : 504.990 - 658.078

3/1 x 5.595

5/2 x 7.775

6/2 x 10.665

2/2 x 16.749

2° Rédacteur (20 ans) : 513.753 - 840.690

3/1 x 10.689

2/2 x 10.303

7/2 x 24.933

1/2 x 24.934

3/2 x 24.933

3° Econome (20 ans) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

D. Personnel technique : 492.791 - 582.992

3/1 x 6.479

2/2 x 4.577

10/2 x 6.161

E. Personnel de direction.

1° Directeur, directeur pédagogique, directeur administratif (24 ans) :

Barème A : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

Barème B applicable uniquement dans les cas prévus par le gouvernement :

894.104 - 1.390.104

3/1 x 24.933

11/2 x 38.291

2° Coordinateur (21 ans) :

Barème A : 707.108 - 1.070.426

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

Barème B applicable uniquement dans les cas prévus par le gouvernement :

735.604 - 1.088.235

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

3° Directeur général (24 ans) uniquement dans les cas prévus par le gouvernement :

Barème A : 894.104 - 1.390.104

3/1 x 24.933

11/2 x 38.291

Barème B applicable après 6 ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

1.104.248 - 1.691.967

11/2 x 53.429

F. Personnel médical.

1° Docteur en médecine (24 ans) : 1.018.768 - 1.529.887

3/1 x 24.933

10/2 x 43.632

2° Docteur en médecine spécialisé (24 ans) : 1.357.137 - 1.944.856

11/2 x 53.429

3° Infirmier breveté (21 ans) : 573.542 - 936.260

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

1/2 x 91.996

10/2 x 21.37

4° Infirmier gradué (23 ans) : 621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

G. Rémunération annuelle minimum garantie (à partir de 21 ans) : F 498 380.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1556

[C - 99/29245]

15 MAART 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1994;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 betreffende de rijkscomptabiliteit;

Gelet op het advies van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 13 juli 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 juni 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 4 januari 1999 over de aanvraag om advies aan de Raad van State, dat binnen een termijn van minder dan een maand moest worden uitgebracht;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 1999, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999,

Besluit :

TITEL I. — Definities

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° wet : de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming;

3° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

4° bestuur : het bestuur van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren;

5° dienst : de dienst bedoeld bij artikel 43 van het decreet die zich bereid verklaart de bij artikel 2 van het decreet bedoelde personen huisvesting of hulp te verlenen;

6° commissie : de erkenningscommissie bedoeld bij artikel 46 van het decreet;

7° jongere : de persoon van minder dan 18 jaar of deze van minder dan 20 jaar voor wie de bij het decreet bedoelde hulpverlening vóór de leeftijd van 18 jaar wordt aangevraagd;

8° particulier : de bij artikel 1, 5° van het decreet bedoelde natuurlijke persoon die zich krachtens dit decreet bereid verklaart te zorgen voor de opvang en de begeleiding van de jongeren;

9° lastgevende macht : de adviseur voor hulpverlening aan de jeugd of de directeur voor de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank;

10° besluit van 7 december 1987 : besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten die zorgen voor begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

11° tenlasteneming : toepassing van de middelen waarmee de particulier of de dienst zijn hulp aan de jongere verleent of zijn medewerking verleent aan de maatregel die werd beslist ten bate van de jongere in het kader van een door een lastgevende macht gegeven mandaat;

12° situatie : tenlasteneming van een jongere of van een fratrie van jongeren in het kader van de bij het decreet bedoelde hulpverlening;

13° aantal bij het opvoedingsproject bedoelde situaties : gemiddeld aantal situaties die gelijktijdig kunnen behandeld worden of, wat de centra voor opvoedkundige voorlichting en de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties betreft, het aantal situaties die jaarlijks kunnen behandeld worden in het kader van een erkend opvoedingsproject;

14° cijfer van de tenlasteneming : het gemiddeld aantal effectieve situaties veezenlijkt in de loop van een jaar. Dit cijfer wordt als volgt berekend : totaal aantal effectieve dagen tenlasteneming van al de situaties, gedeeld door 365. Het quotiënt wordt daarna vermenigvuldigd met 100 en gedeeld door het aantal situaties, bedoeld bij het opvoedingsproject. Zo nodig wordt de aldus bekomen uitslag afgerond naar de lagere eenheid;

15° specifieke besluiten : besluiten die de begeleidingsnormen en de toelagen per type opvoedingsproject bepalen;

16° mandaat : de hulp die door een lastgevende macht wordt aangevraagd en door de dienst aanvaard.

TITEL II. — De erkenning**HOOFDSTUK I. — Erkenningsvoorwaarden****Afdeling 1. — De erkenning**

Art. 2. De erkenning van een dienst wordt toegekend op basis van een opvoedingsproject.

Afdeling 2. — De algemene voorwaarden

Art. 3. Elke inrichtende macht die krachtens artikel 43 van het decreet de erkenning van een dienst wenst te bekomen, moet er zich toe verbinden te voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° een publiekrechtelijke rechtspersoon, een instelling van openbaar nut zijn of opgericht zijn als vereniging zonder winst oogmerk met als doel een gespecialiseerde hulp te verlenen zoals bepaald in het decreet.

Gaat het om een dienst voor hulpverlening in open milieu, een centrum voor opvoedkundige voorlichting of een dienst voor opvoedkundige of filantropische prestaties, georganiseerd door een vereniging zonder winst oogmerk, dan moet deze binnen de twee jaar, te rekenen vanaf zijn erkenningsdatum op basis van dit besluit, als enig doel hebben het vervullen van de in de specifieke besluiten bedoelde opdrachten;

2° jongeren in gezonde plaatsen opvangen die aan de educatieve doelstellingen aangepast zijn; de sfeer in deze plaatsen moet de ontplooiing van de jongeren nastreven, hun integratie in de maatschappij bevorderen en het recht op privacy waarborgen;

3° a) onmiddellijk het bestuur op de hoogte brengen van elke ernstige gebeurtenis, zoals onder andere overlijden, zwaar incident op tuchtvlak, verlengde onderbreking van de dienstactiviteiten, zware overtreding van het personeel, waarvan inzonderheid zedenfeiten, onregelmatigheid in het beheer van de dienst, onverschillig welke schadeberokkening;

b) de lastgevende machten op de hoogte brengen van elke ernstige gebeurtenis bedoeld bij punt a) wanneer zij weerslag heeft op de tenlastenemingen.

4° zich onderwerpen aan de inspectie van de ambtenaren te dien einde afgevaardigd door de Minister;

5° door verzekeringspolissen

a) haar eigen burgerlijke aansprakelijkheid, deze van haar personeel en van de personen die van de dienst deel uitmaken alsook voor haar goederen;

b) de burgerlijke aansprakelijkheid van de jongeren voor wie zij zorg nemen of die geholpen worden;

c) de lijfschade aan de jongeren voor wie zij zorg nemen, laten dekken.

Afdeling 3. — De voorwaarden voor het opvoedingsproject, de tenlasteneming van de jongeren en de pedagogische raad

Art. 4. § 1. Het opvoedingsproject beschrijft de doelstellingen van de dienst in hun geheel en bezorgt meer informatie over de middelen die aangewend worden om die te bereiken. Daarin wordt ook het aantal bedoelde toestanden vermeld, met uitzondering van de diensten voor hulpverlening in open milieu. Het omvat het huishoudelijk reglement dat op de jongeren toepasselijk is.

§ 2. De dienst is voortdurend verplicht elke doelstelling van zijn pedagogisch project integraal te respecteren. Hij moet op elk ogenblik kunnen bewijzen dat de voorwaarden voor die naleving vervuld zijn. Hij moet ook kunnen aantonen dat elk middel dat hij inzet, bijdraagt tot het bereiken van voormelde doelstellingen.

§ 3. Het opvoedingsproject wordt periodisch geëvalueerd ten minste eenmaal per jaar, en bijgewerkt in overleg met de leden van de dienst. Het moet bijgewerkt worden wanneer het niet meer beantwoordt aan de werkmethodes van de dienst of wanneer er vastgesteld wordt dat het opvoedingsproject niet meer aan de behoeften beantwoordt.

Behoudens voor de diensten voor hulpverlening in open milieu, wanneer het cijfer van de tenlastenemingen de 80 % over een jaar niet bereikt, brengt de dienst het bestuur en de arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd ervan op de hoogte.

De dienst geeft ze ook inlichtingen wanneer het aantal tenlastenemingen over een jaar bedoeld bij artikel 1, 12° de 120 % van het cijfer van de tenlastenemingen niet bereikt. Hij geeft het personeel kennis van deze stappen alsook van het verder gevolg dat eraan gegeven wordt en desgevallend, knoopt de dienst onderhandelingen aan met de vakbondsafvaardiging of de vakbondsafvaardiging inter-diensten.

§ 4. Een exemplaar van het opvoedingsproject wordt aan al de leden van de dienst bezorgd.

§ 5. Een document waarin de activiteiten en de methodologie van de dienst bondig worden beschreven, wordt ter beschikking gesteld van iedere persoon die erom verzoekt. Dit document wordt ambtshalve door de dienst doorgezonden naar alle autoriteiten die een beroep op de dienst zouden kunnen doen of die de jongeren naar de dienst zouden kunnen afsturen.

Art. 5. Het opvoedingsproject wordt opgesteld overeenkomstig het genormaliseerd schema dat door de Minister wordt opgesteld, rekening houdend onder andere met de volgende verplichtingen :

1° de normale activiteitsuren vermelden, alsook het ambt, de kwalificatie en de werkplaats van de personen die over de vereiste delegatie beschikken om maatregelen te treffen in geval van dringende noodzakelijkheid en om in te gaan op de verzoeken, zowel van buiten- als van binnenhuis;

2° de praktische schikkingen duidelijk te kennen geven om die personen te kunnen bereiken, rekening houdend met de vereisten in verband met het opvoedingsproject van de dienst;

3° bewijs leveren van de bijzondere kwalificaties vereist voor de personeelsleden en voor de begeleiding die nodig is rekening houdend met het opvoedingsproject;

4° de doelstellingen en de aangewende pedagogische middelen bepalen, met inbegrip van de onaanvaardbare gedragingen en straffen;

5° de modaliteiten opgeven volgens welke de dienst voor de pedagogische supervisie van het personeel en de evaluatie van zijn actie zorgt;

a) zorgen voor een pedagogische supervisie, bij voorkeur met een of meer personen of een instelling die niet tot de dienst behoren, ten minste tijdens het eerste activiteitsjaar van de dienst;

b) de voortgezette vorming van alle personeelsleden organiseren, inzonderheid door een privé-instelling voor vorming en vervolmaking van het personeel, erkend in toepassing van artikel 54 van het decreet;

6° zorgen voor een interdisciplinaire werking door het organiseren van vergaderingen in ploegverband;

7° bij het opvoedingsproject de bij artikel 4 van het decreet bedoelde code van plichtenleer voegen;

De persoon aan wie de directie van de dienst werd toevertrouwd, is belast met de invoering van het opvoedingsproject onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht van de dienst.

Het opvoedingsproject bepaalt de functies van de leden van de inrichtende macht van de dienst en van de personeelsleden van de dienst.

Art. 6. § 1. Binnen elke dienst wordt er een pedagogische raad ingesteld bestaande uit de directie en het personeel. De jongeren kunnen verzocht worden deel te nemen aan de pedagogische raad wanneer de punten op de agenda op hen rechtstreeks betrekking hebben.

§ 2. De pedagogische raad moet ten minste eenmaal per jaar verplicht geraadpleegd worden over :

1° de invoering van het opvoedingsproject, met inbegrip van de toepassing van de code van plichtenleer;

2° het programma voor vorming en pedagogische supervisie.

§ 3. De pedagogische raad wordt verplicht ingelicht over de jaarrekeningen en de aanwending van de toelagen.

Afdeling 4. — De voorwaarden betreffende het personeel

Art. 7. § 1. De personeelsleden van de erkende diensten alsook de personen die regelmatig tewerkgesteld zijn of die gehuisvest zijn in de lokalen die bestemd zijn voor de activiteiten van de erkende diensten moeten van goed zedelijk gedrag zijn.

§ 2. De inrichtende macht van de dienst moet er zich van vergewissen dat de personeelsleden geen gevaar betekenen voor de ten laste genomen jongeren.

§ 3. De personeelsleden van de dienst moeten elk jaar door de arbeidsgeneeskunde geschikt verklaard worden voor het werk. De inrichtende macht van de dienst moet er zich van vergewissen dat de gezondheidstoestand van de personen die regelmatig tewerkgesteld zijn of die gehuisvest zijn in de lokalen die bestemd zijn voor de activiteiten van de dienst geen gevaar voor de jongeren oplevert.

§ 4. De dienst vergewist er zich van dat de personeelsleden :

1° de nodige kwaliteiten inzake contact en gevoelsevenwicht bezitten voor de goede uitvoering van hun prestaties;

2° bekwaam zijn de geschikte pedagogische gedragslijn te volgen;

3° bekwaam zijn deel te hebben aan de opvoeding van de jongeren.

§ 5. De personeelsleden mogen ofwel deel uitmaken van de vereniging zonder winstoogmerk die hun dienst organiseert, ofwel aanverwant of bloedverwant tot de 3e graad zijn van een lid van de vereniging, ten belope van een derde van de leden van de vereniging. De dienst heeft twee jaar tijd, te rekenen vanaf de inwerkingstelling van dit besluit, om zich te schikken naar deze bepaling.

De werknemers van de dienst mogen geen lid zijn van de raad van bestuur van de vereniging; zij mogen evenwel uitgenodigd lid zijn, met raadgevende stem.

Art. 8. De persoon aan wie de directie van de dienst werd toevertrouwd, is onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht belast met het dagelijks beheer, het voeren van de boekhouding, de naleving van de geldende reglementeringen en de invoering van het opvoedingsproject.

In geval van tekortkoming of onregelmatigheid in de uitvoering van lid 1, verzoekt het bestuur de inrichtende macht bij aangetekende brief de nodige schikkingen te treffen.

Afdeling 5. — De voorwaarden voor het bijhouden van de administratieve en boekhoudkundige documenten

Art. 9. § 1. De diensten, behoudens de diensten voor hulpverlening in open milieu, moeten een dossier aanleggen op naam van iedere jongere vanaf de aanvraag voor tenlasteneming. Dit dossier, dat ter beschikking van de bij artikel 3, 4° bedoelde ambtenaren gehouden wordt, bevat :

- indien de dienst de tenlasteneming weigert : een document dat de redenen van de weigering bevat; een exemplaar van dit document wordt doorgezonden naar de lastgevende autoriteit die de tenlasteneming heeft aangevraagd. De vertrouwelijkheid van het document moet verzekerd worden zoals voorzien in 4°;

- indien de dienst de tenlasteneming aanvaardt :

1° de inlichtingen van administratieve aard, inzonderheid deze die verband houden met de sociale prestaties;

2° het geïndividualiseerd educatief project van de jongere alsook de stukken betreffende zijn evolutie; steekt daar ook bij een afschrift van de rapporten die aan de lastgevende autoriteiten moeten opgezonden worden;

3° de inlichtingen over de gezondheid en de onderzoeken van beroeps- en medisch-psychologische oriëntering.

4° de vertrouwelijkheid van dit dossier moet beveiligd blijven. De documenten van medische aard mogen slechts medegedeeld worden aan de arts, die daartoe door de Minister afgevaardigd is, alsook aan de arts gekozen door de jongere of zijn familie of de dienst.

§ 2. De diensten voor hulpverlening in open milieu moeten een dossier bijhouden over de modaliteiten en doelstellingen van de geboden individuele hulpverlening; wanneer deze hulpverlening voor een jongere wordt aangevat, dan wordt er een dossier waarvan de anonimiteit gewaarborgd wordt, geopend en bijgehouden op de zetel van de dienst. De inlichtingen van administratieve en medisch-psychologische aard en elk document dat toelaat de jongere te identificeren mogen niet medegedeeld worden.

Het vertrouwelijk karakter van deze inlichtingen moet dwingend beveiligd blijven, tenzij de jongere het tegenovergestelde vraagt of wanneer men verplicht is hulp te bieden aan een in gevaar verkerende persoon.

Het voormeld dossier wordt ter beschikking van de in artikel 3, 4° bedoelde ambtenaren gehouden.

Art. 10. Jaarlijks vóór het einde van de maand maart, zenden de diensten naar het bestuur en de arrondissementen raden voor hulpverlening aan de jeugd van de arrondissementen waarin de diensten hun activiteiten uitoefenen, een activiteitenverslag dat het voorgaande burgerjaar omvat en volgens de modaliteiten bepaald door de Minister.

Dit verslag geeft onder andere verantwoording voor de begeleiding die wordt ingesteld om het opvoedingsproject te verwezenlijken, voor het aantal situaties die ten laste worden genomen, voor de wijze waarop de kwalificaties van het personeel hebben bijgedragen tot de verwezenlijking van het opvoedingsproject alsook, behoudens de diensten voor hulpverlening in open milieu, voor het aantal weigeringen van tenlastenemingen, voor het cijfer van de tenlasteneming bedoeld bij artikel 1, 14°.

Art. 11. § 1. De diensten moeten een boekhouding voeren, overeenkomstig het minimaal genormaliseerd rekeningenstelsel zoals het door de regering wordt bepaald. Er wordt een analytische boekhouding gevoerd per goedgekeurd opvoedingsproject.

Deze bepaling is niet van toepassing wanneer de inrichtende macht een overheidsmacht is en op grond waarvan haar een ander rekeningenstelsel wordt opgelegd. In dat geval wordt de boekhouding voor elk opvoedingsproject goedgekeurd op basis van dit besluit, gevoerd op een specifieke begrotingsfunctie en bevat zij een resultatenrekening voor elke categorie van toelagen. De eventuele winsten die gecumuleerd worden op de toelagen moeten behouden blijven in de rekeningen van de dienst.

§ 2. Wanneer de inrichtende macht een openbaar bestuur is, moet de inrichtende macht van de dienst een controlesysteem van de boekhouding van de dienst instellen, zowel wat de inkomsten als de uitgaven betreft, uitgevoerd door een commissaris der rekeningen die geen lid is van de personeelsleden van de dienst en die belast is om de zes maanden verslag uit te brengen. Afschrift van deze verslagen is ter beschikking van het bestuur gehouden.

De jaarrekeningen moeten bovendien nagezien door een accountant of, indien de wet het oplegt, juist verklaard worden door een bedrijfsrevisor. Hun controleverslagen maken melding van hun registratienummer bij het Instituut van accountanten of bij het Instituut van bedrijfsrevisoren en hebben prioritair betrekking op :

- a) de toepassing van het rekeningenstelsel waarvan sprake in § 1 van dit artikel;
- b) de financiële activiteit van de dienst;
- c) de verschillende rubrieken van de balans en hun gegrondheid;
- d) de uitgaven voor personeelskosten en hun overeenstemming met de staten, opgemaakt inzake maatschappelijke zekerheid en beroepsvoorheffing;
- e) het resultaat van het nageziede boekjaar.

§ 3. De boekhoudingsdocumenten worden jaarlijks aan het bestuur medegedeeld volgens de modaliteiten door de Minister bepaald en binnen de volgende termijnen :

- a) vóór eind april, zenden de diensten een exemplaar van de jaarrekeningen van het voorbije jaar en van de begroting van het lopende jaar door. De verslagen van de accountant of de bedrijfsrevisor worden bij de jaarrekeningen gevoegd;
- b) vóór eind juni, bezorgen de inrichtende machten opgericht in de vorm van verenigingen zonder winstoogmerk, de beraadslaging van hun algemene vergadering die aan de bestuurders kwijting heeft gegeven voor hun beheer van het voorbije jaar.

§ 4. Wanneer op het einde van een jaar, het tekort tot vijf percent of meer van de opbrengsten van het jaar is gestegen, of indien het gecumuleerd tekort tot tien percent of meer van de opbrengsten van het jaar oploopt, brengt de dienst het bestuur op de hoogte van deze situatie en geeft het kennis van de middelen die deze dienst overweegt aan te wenden om het financieel evenwicht te herstellen. Onder tekort moet hier verstaan worden het verschil tussen enerzijds de opbrengsten en anderzijds de effectieve uitgaven waarvan sprake in artikel 29 § 2 van dit besluit.

Art. 12. Een exemplaar van de jaarrekeningen en van het activiteitenverslag wordt ter beschikking van de personeelsleden en de vakbondsafvaardiging gehouden, die op eenvoudig verzoek die bescheiden kunnen inzien. De dienst brengt ze op de hoogte van de mogelijkheid om die bescheiden in te zien.

Art. 13. De inrichtende macht en de dienst zijn, elk wat hen betreft, ertoe verplicht aan het bestuur binnen de maand elke wijziging van de gegevens mee te delen die ter gelegenheid van de controle van de aanvraag tot erkenning werden bezorgd.

Zij zijn er bovendien toe verplicht elke vraag naar informatie te beantwoorden die door het bestuur wordt gesteld.

Afdeling 6. — De eerste hulp (ehbo)

Art. 14. De dienst moet op elk ogenblik de eerste hulp aan de jongeren kunnen geven of laten geven. Hij moet over het nodige beschikken om deze eerste hulp toe te dienen.

HOOFDSTUK II. — Erkenningsprocedure

Afdeling 1. — De erkenningscommissie

Art. 15. De voorzitter en de leden van de commissie, behoudens deze die bedoeld zijn bij 3°, 4°, 6° 13° tot 15° van artikel 46, § 1 van het decreet, ontvangen een zitpenning voor elke vergadering van ten minste twee uur die door de commissie wordt gehouden. De zitpenning dekt de werkzaamheden die bij de vergaderingen behoren. Deze zitpenning bedraagt 700 frank voor de voorzitter en 500 frank voor de leden.

De voorzitter en de leden van de commissie mogen hun persoonlijke wagen gebruiken om zich naar de vergadering te begeven, alsook om zich te verplaatsen wanneer dit nodig is in het kader van hun opdracht. De vergoeding voor reiskosten is gelijk aan het bedrag dat door de Franse Gemeenschap zou uitbetaald worden voor het gemeenschappelijk vervoer. De Franse Gemeenschap dekt de risico's niet die voortvloeien uit het gebruik van hun persoonlijke wagen.

De niet tot het bestuur behorende personen die geroepen worden om als deskundigen van de commissie aan deze werkvergaderingen deel te nemen, zijn gelijkgesteld met de leden voor wat de toekenning van de zitpenningen en de vergoedingen voor reiskosten betreft.

Art. 16. § 1. De commissie heeft haar zetel bij het bestuur.

§ 2. Zij vergadert op bijeenroeping door het bestuur, die een oproepingsbrief, behoudens behoorlijk gestaafde dringende noodzakelijkheid, ten minste 8 dagen vóór de datum van de vergadering, naar alle werkende leden verzendt.

§ 3. Bij de oproepingsbrief worden de volgende documenten gevoegd :

- 1° het ontwerp van de notulen van de vorige vergadering, behoudens in de spoedgevallen bedoeld bij § 2;
- 2° de agenda;
- 3° de dossiers betreffende de diensten; deze dossiers bevatten :
 - a) de benaming van de dienst;
 - b) de situatie van deze dienst t.o.v. de erkenning;
 - c) de vermelding en de samenstelling van de inrichtende macht;
 - d) de inhoud van het dossier;
 - e) het verslag van de ambtenaar belast met de pedagogische inspectie en, zo nodig, het verslag van de persoon belast met de inspectie van de boekhouding;
 - f) de budgettaire inslag van het dossier;
 - g) de voorstelling van het dossier door de dienst op maximaal drie getypte bladzijden;
 - h) het gemotiveerd advies van de arrondissementsraad(-raden) voor hulpverlening aan de jeugd die bij het dossier betrokken is (zijn), bedoeld bij artikel 25, § 1.

§ 4. Het bestuur zorgt voor het secretariaat en de archiefbewaring.

Art. 17. De commissie geeft ten minste 8 dagen vóór de datum van de vergadering aan de inrichtende macht of aan de promotors van het ontwerp kennis van het onderzoek van haar dossier. Bij deze informatie wordt een afschrift gevoegd van het dossier betreffende de aanvraag, zoals het aan de leden van de commissie werd doorgezonden.

Zij hoort, op hun verzoek, de inrichtende macht of de promotors van het ontwerp en de directie van de betrokken diensten. De commissie kan beslissen iedere persoon te horen die haar voorlichting over het behandelde dossier kan geven.

De ambtenaar die het bij artikel 16, § 3, 3°, e) bedoelde inspectieverslag over de betrokken dienst heeft opgemaakt kan gehoord worden wanneer een advies over deze dienst wordt uitgebracht.

Art. 18. De commissie beraadslaagt en beslist geldig wanneer ten minste de helft van de leden aanwezig is. Bereikt men deze meerderheid niet, dan kan de commissie, na een nieuwe bijeenroeping, geldig beslissen over hetzelfde onderwerp, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen wordt de stemming als negatief beschouwd.

De beraadslaging verloopt met gesloten deuren. Er wordt geheim gestemd.

Het is ieder lid van de commissie verboden aanwezig te zijn op de beraadslaging over elk dossier waarbij het een rechtstreeks belang heeft, ofwel persoonlijk, ofwel als bestuurder of als aangestelde, of waarbij zijn echtgenoot, zijn verwanten of aanverwanten tot de derde graad inbegrepen, een gelijkaardig belang hebben.

Art. 19. § 1. De leden moeten de vertrouwelijkheid van de werkzaamheden en de debatten van de commissie respecteren.

§ 2. Tenzij zij bekend gemaakt werden, mogen alle documenten, inlichtingen, informatie die ter kennis gebracht worden van de effectieve en plaatsvervangende leden krachtens hun mandaat noch gepubliceerd noch aan derden medegedeeld worden zonder toestemming van de Minister, na advies van de commissie, behoudens aan de betrokken dienst.

§ 3. De Minister kan het lid dat de voorschriften van deze bepaling overtreedt, ontslaan.

Art. 20. Van elke vergadering worden notulen opgesteld, waarin onder meer de datum, de uren van begin en einde, de agenda, de lijst van de aanwezige leden, het aantal stemmen en de motivatie geldend voor elk uitgebracht advies worden vermeld. Het uittreksel van de notulen wordt naar de betrokken dienst doorgestuurd.

Art. 21. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat zij ter goedkeuring aan de Minister voorlegt. Het reglement geeft nadere bepaling van de werkingsmodaliteiten van de Commissie.

Afdeling 2. — De aanvragen tot erkenning van de diensten

Art. 22. § 1. De inrichtende macht of de promotors van het ontwerp dienen de aanvraag tot erkenning van de dienst onder aangetekend schrijven bij het bestuur in. Om het dossier samen te stellen ten einde het opportuniteitsadvies te bekomen bedoeld bij artikel 46, § 3 van het decreet, voegen zij bij die aanvraag :

- 1° een nota waarin de hoofdelementen vermeld zijn van het opvoedingsproject dat de dienst zich voorneemt in uitvoering te brengen;
- 2° een exemplaar van de statuten of van het ontwerp van statuten van de aanvragende inrichtende macht of van gelijk welk ander document waaruit blijkt dat de bij artikel 3, 1° van dit besluit voorziene voorwaarde effectief vervuld is;
- 3° de bijgewerkte lijst van de personen die lid zijn of zullen zijn van de raad van bestuur wanneer de inrichtende macht als VZW opgericht is of zal worden;
- 4° de naam van de persoon aan wie de leiding van de dienst zal worden toevertrouwd en, zo nodig, de lijst van de benaderde personeelsleden;
- 5° een verklaring op erewoord waarbij zij de bij artikel 3 van dit besluit voorziene verbintenis bevestigt.

§ 2. Het dossier om het conformiteitsadvies bedoeld bij artikel 46 § 3 van het decreet te bekomen, wordt onder aangetekend schrijven door de inrichtende macht naar het bestuur doorgezonden.

Art. 23. Het bestuur meldt goede ontvangst van het dossier bedoeld bij artikel 22, §§ 1 en 2, wanneer het volledig en ontvankelijk is. Het stuurt het dossier daarna rechtstreeks naar de Minister en brengt de commissie binnen de twee maanden ervan op de hoogte.

Wanneer de commissie verzocht wordt een dossier te onderzoeken, wordt zij door het bestuur samengeroepen volgens de bepalingen van artikel 16 van dit besluit.

Art. 24. § 1. Binnen de drie maanden na ontvangst door de commissie van het dossier zoals bedoeld bij §§ 1 en 2 van artikel 22 brengt zij haar advies uit zoals bepaald bij artikel 46 § 3 van het decreet. Wordt die termijn niet in acht genomen, dan wordt het advies geacht uitgebracht te zijn.

§ 2. Binnen de twee maanden na de ontvangst van het bij § 1 bedoeld advies deelt de Minister zijn beslissing mee aan het bestuur dat de aanvragers en de commissie erover inlicht.

In deze beslissing kan bepaald worden dat de effectieve beslissing over het opportuniteitsadvies voor een bepaalde tijd verdaagd is, inzonderheid om budgettaire redenen.

§ 3. Wanneer hij zijn akkoord betuigt over de opportuniteit van de uitvoering van het project, stelt de Minister de termijn vast waarbinnen de aanvrager zijn conformiteitsdossier moet indienen. In de gevallen waarin het conformiteitsadvies tegelijkertijd met het opportuniteitsadvies mag gegeven worden, beslist de Minister onverwijld over de aanvraag tot erkenning.

§ 4. Ingeval de erkenning wordt geweigerd, mag de inrichtende macht slechts een nieuwe aanvraag indienen na verloop van ten minste een jaar na de betekening van de beslissing de erkenning te weigeren.

Art. 25. § 1. 1° De arrondissementsraad voor hulpverlening aan de jeugd van het arrondissement waar de dienst zijn hoofdzetel voor zijn activiteiten heeft, onderzoekt ten minste om de drie jaar de opportuniteit van het (de) pedagogisch(e) project(en) van de dienst, gelet op de behoeften inzake programmatie;

2° Ter gelegenheid van dit onderzoek vraagt de hogervermelde raad binnen een termijn van twee maanden het advies van de arrondissementsraden voor hulpverlening aan de jeugd van de arrondissementen waar de dienst ook zijn activiteiten uitoefent;

3° De bovenvermelde raad vraagt eveneens het advies van de betrokken lastgevendende autoriteiten behoudens in de gevallen van de diensten voor hulpverlening in open milieu;

4° De balans en het advies van de arrondissementsraad bedoeld bij 1° van § 1 waarbij de in 2° en 3° van § 1 bedoelde adviezen worden gevoegd, worden naar het bestuur doorgezonden.

§ 2. Het geval wordt bij de commissie aanhangig gemaakt wanneer de bovenvermelde raden oordelen of vaststellen dat de uitvoering van het opvoedingsproject niet meer aan de behoeften beantwoordt, inzonderheid indien, en behoudens voor de diensten voor hulpverlening in open milieu, het cijfer van de tenlastenemingen ofwel de 80 % in de loop van de betrokken drie opeenvolgende jaarlijkse periodes, ofwel de 60 % in de loop van een van de betrokken jaarlijkse periodes niet bereikt.

§ 3. Het geval wordt bij de commissie aanhangig gemaakt wanneer het bestuur vaststelt dat het opvoedingsproject niet wordt nageleefd, inzonderheid indien, en behoudens voor de diensten voor hulpverlening in open milieu, het cijfer van de tenlastenemingen ofwel de 80 % in de loop van de betrokken drie opeenvolgende jaarlijkse periodes, ofwel de 60 % in de loop van een van de betrokken jaarlijkse periodes niet bereikt.

Art. 26. Voor elke verandering van inrichtende macht, elke wijziging van het opvoedingsproject of van de localisatie van de lokalen is er een advies van de commissie nodig.

Art. 27. Wanneer de natuurlijke persoon aan wie het effectief beheer en de effectieve leiding van de dienst werden toevertrouwd, definitief vertrekt, brengt deze daar het bestuur onmiddellijk op de hoogte van. De dienst deelt eveneens aan het bestuur, binnen de twee maanden die volgen op het effectief vertrek van de bovenvermelde persoon, de naam van zijn vervanger mede. Overeenkomstig artikel 39 van het decreet, brengt de commissie een advies uit over het behoud van de erkenning binnen de drie maanden die op zijn vervanging volgen.

Op basis van het advies van de commissie, of indien de commissie haar advies niet binnen de in lid 1 bepaalde termijn heeft uitgebracht, kan de Minister ofwel de erkenning bevestigen, ofwel deze opschorten, in afwachting van de aanstelling van een directie die beantwoordt aan de bepalingen opgenomen in dit besluit en zijn bijlagen.

De opschorting van de erkenning heeft de gehele of gedeeltelijke opschorting bij ministeriële beslissing van de storting voor gevolg van de toelagen die aan het directiepersoneel toekomen, alsook de toelagen voor werkingskosten bedoeld bij artikel 35 en, desgevallend, heel de toelage. Deze opschorting heeft uitwerking met ingang van een termijn van 60 dagen berekend vanaf de datum waarop de inrichtende macht werd ingelicht en neemt een einde op de datum van de vervanging.

Art. 28. § 1. De Minister geeft de betrokken inrichtende macht en dienst kennis van een ingebrekestelling wanneer hij vaststelt dat :

1° het opvoedingsproject van een dienst niet meer beantwoordt aan behoeften, of indien dit project alleen gedeeltelijk aan die behoeften beantwoordt, inzonderheid rekening houdend met de moeilijkheden waarmee de jongeren en hun gezinnen geconfronteerd zijn en met de toelatings- of tenlastenemingsvoorwaarden die in het opvoedingsproject bepaald zijn;

2° een dienst niet meer beantwoordt aan de criteria inzake programmatie opgesteld door de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd;

3° een dienst niet meer beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij dit besluit of bij een specifiek besluit toepasselijk op de categorie van diensten waartoe hij behoort;

4° een dienst de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake toezicht op de boekhouding en de financiën die op hem kunnen toegepast worden niet meer naleeft;

5° op basis van een informatie van de commissie als zou de dienst het opvoedingsproject waarvoor hij werd erkend, niet ten uitvoer brengen.

In de gevallen bedoeld bij § 1, 1° en 2° heeft de dienst een jaar tijd om zich te schikken naar de ingebrekestelling en heeft hij drie maanden tijd voor de gevallen bedoeld bij § 1, 3°, 4° en 5°.

§ 2. Wordt er geen gevolg gegeven aan die ingebrekestelling of indien een ingebrekestelling aan die dienst reeds werd medegedeeld in de loop van de vierentwintig maanden die voorafgaan, wordt het dossier bij de commissie aanhangig gemaakt en moet deze een advies uitbrengen binnen de twee maanden die volgen op deze aanhangigmaking.

§ 3. Na het advies van de commissie te hebben aangevraagd, kan de Minister binnen een door hem bepaalde termijn, de erkenning intrekken. Hij brengt het bestuur op de hoogte ervan.

De gemotiveerde beslissing wordt door het bestuur bij aangetekende brief aan de dienst en zijn inrichtende macht medegedeeld. Desgevallend, is er in de beslissing een termijn voorzien voor de uitvoering ervan. Op het einde van de termijn wordt de betoelaging onderbroken onder de voorwaarden en binnen de termijnen bepaald door de Minister, onverminderd de bepalingen bedoeld in punt 4° van de bijlage 1, A bij dit besluit.

De beslissing wordt ter inlichting naar de voorzitter van de commissie doorgezonden.

TITEL III. — De toekenning van de toelagen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 29. § 1. De toelagen toegekend aan de erkende personen en diensten bestaan, naargelang van het geval, uit een veranderlijk gedeelte en een vast gedeelte. Het veranderlijk gedeelte van de toelagen omvat de kosten voor de tenlasteneming van de jongeren; deze toelagen worden door de Regering bepaald. Het vaste gedeelte van de toelagen omvat de personeels- en de werkingskosten van de diensten. De Regering stelt per type of per categorie van diensten, het bedrag van deze toelagen vast.

§ 2. Elke uitgevoerde uitgave moet kunnen verantwoord worden; de betalingsbewijzen moeten ter beschikking van het bestuur gehouden worden. Enkel de effectieve uitgaven, die kunnen betoelaagd worden op basis van dit besluit en zijn toepassingsbesluiten, bepalen de uitslag op de rekening 141 van het rekeningenstelsel bedoeld bij artikel 11, § 1 van dit besluit.

Wanneer het bestuur beslist heeft een voorgeschoten toelage in haar geheel of gedeeltelijk terug te vorderen, kan de betrokken dienst binnen de maand die volgt op de mededeling van de beslissing, schriftelijk haar argumenten laten gelden m.b.t. de modaliteiten voor de terugvordering. Na deze termijn en na onderzoek van de door de dienst ingeroepen middelen geeft het bestuur zijn beslissing te kennen en gaat zo nodig over tot de onmiddellijke terugvordering. Indien bijzondere omstandigheden het verantwoorden kan het bestuur termijnen en uitstellen toekennen.

De voorgeschoten toelagen die door het bestuur moeten teruggevorderd worden, mogen in mindering van de toegekende toelagen worden gebracht.

§ 3. De toelagen mogen niet geïnvesteerd worden in financiële risicobeleggingen.

§ 4. De eigen middelen bestaan uitsluitend uit het aanvankelijk kapitaal van de dienst, de schenkingen en legaten die de dienst ontvangt en de opbrengsten van winstgevendende activiteiten die hij organiseert. Zijn eveneens eigen middelen, de bankintresten voortvloeiend uit de belegging van de voormelde eigen middelen, alsook, in het geval van de publiekrechtelijke rechtspersonen, de staatsfondsen waarover deze beschikken.

In geen geval mag het niet verantwoorde of niet opgebruikte gedeelte van de verschillende categorieën van toegekende toelagen, met inbegrip van de bankintresten voortvloeiend uit de belegging van toelagen, in de eigen middelen van de dienst opgenomen worden; dit principe geldt eveneens wanneer de inrichtende macht van de dienst een publiekrechtelijke rechtspersoon is.

Art. 30. Onverminderd de toepassing van artikel 34, §§ 3 en 4 van dit besluit worden de toegekende toelagen verminderd ten belope van de toelagen die werden gestort door andere publiekrechtelijke rechtspersonen. Er wordt daar evenwel slechts mee rekening gehouden in de mate dat zij werden gestort om de uitgaven te dekken die reeds in rekening werden genomen voor de vaststelling van de toegekende toelagen. Maar in elk geval worden noch de toelagen van de Nationale Loterij, noch de aan de jongeren toegekende studiebeurzen teruggevorderd wanneer zij exclusief gebruikt worden ten bate van de jongeren voor wie zij werden toegekend.

De aandacht van het bestuur wordt door de dienst gevestigd op alle toelagen of alle terugbetalingen van gemaakte kosten die op een andere basis dan dit besluit of van de specifieke besluiten werden bekomen. De uitgaven gedekt door deze toelagen of door de terugstorting van de kosten moeten volledig en afgescheiden opgenomen worden in het rekeningenstelsel bedoeld bij artikel 11, § 1 van dit besluit.

In geval van co-financiering van de dienst door een andere openbare macht in het kader van een akkoord gesloten met de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, kan de Minister beslissen dat de financiële tegemoetkoming van de andere overheidsmacht ofwel afgetrokken wordt van de provisionele toelage, ofwel afgetrokken van de uitgaven die werden toegelaten voor de vaststelling van de definitieve toelage.

HOOFDSTUK II. — Toelage voor personeelskosten

Afdeling 1. — Provisionele toelage voor personeelskosten

Art. 31. § 1. Er wordt een provisionele toelage aan de dienst toegekend voor de periode begrepen tussen de datum van erkenning op basis van dit besluit en het einde van de volgende drie burgerlijke jaren; zij wordt daarna om de drie jaar onderzocht, en kan desgevallend aangepast worden, gelet op de volgende elementen :

- 1° de categorie van de dienst;
- 2° het type van opvoedingsproject van de dienst;
- 3° het aantal situaties betrokken bij het opvoedingsproject van de dienst;
- 4° de verwijzingsnormen inzake personeelsbestand die bepaald zijn voor de categorie van de dienst en het type van pedagogisch project van de dienst;
- 5° de voorwaarden voor kwalificatie en de weddeschalen voor de bezoldiging van het personeel die het aanwenden van de provisionele toelage verantwoorden, zoals bepaald in de bijlagen 3 en 4 van dit besluit;
- 6° de modaliteiten voor de berekening van de geldelijke anciënniteit verworven in de sector van de hulpverlening aan de jeugd, zoals bepaald in bijlage 2, B van dit besluit;

7° de beschikbare begrotingsmiddelen. Deze middelen hangen af van de verschillende types van pedagogische projecten, van hun respectievelijke kosten en van hun aantal, gelet op de behoeften inzake programmatie alsook van de kredieten vastgelegd voor deze diensten in de administratieve begroting van de Franse Gemeenschap.

De normen voor het gesubsidieerd personeel worden bepaald door de specifieke besluiten die eigen zijn aan de verschillende types van opvoedingsprojecten.

§ 2. Het totaal van de geïndexeerde bruto-bezoldigingen, bekomen in toepassing van § 1, wordt verhoogd met een percentage vastgesteld door de Minister voor de inaanmerkingneming van de wettelijke patronale lasten en de bijkomende voordelen bepaald in bijlage 1 van dit besluit. Het aldus bekomen totaal, gedeeld door het voorziene aantal betrekkingen voor de betrokken dienst, bepaalt de gemiddelde provisionele bezoldiging van de dienst.

De jaarlijkse provisionele toelage is gelijk aan :

gemiddelde provisionele bezoldiging op jaarbasis X aanpassingscoëfficiënt X aantal toegekende betrekkingen.

De voormelde aanpassingscoëfficiënt wordt aan de evolutie van de indexatiecoëfficiënt van de bezoldigingen aangepast, volgens de modaliteiten van artikel 40 van dit besluit of kan aangepast worden om redenen die er geen rechtstreeks verband mee houden, inzonderheid de aanpassing van de weddeschalen voor de bezoldiging en het percentage bepaald voor de wettelijke patronale lasten en de bijkomende voordelen.

§ 3. De bij § 2 bedoelde toelage wordt uitbetaald ten belope van een twaalfde per maand.

Art. 32. Wanneer omwille van de evolutie van de anciënniteiten, zoals bepaald in punt B van bijlage 2 van dit besluit, en van de kwalificaties van het personeel, de provisionele toelage ontoereikend wordt, dan legt de dienst een aanvraag tot herziening ervan bij aangetekende brief aan het bestuur voor en berekent hij de gevraagde jaarlijkse verhoging.

Ten minste een jaar vóór het einde van de termijn van 3 jaar bedoeld bij artikel 31, § 1, legt de dienst volgens de bij § 1 van dit artikel bedoelde modaliteiten en in noodgeval, voor de volgende periode van 3 jaar, een aanvraag tot aanpassing van de provisionele toelage voor.

De Minister past zo nodig en binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen de toelage aan ofwel in de loop van de periode van 3 jaar waarvan sprake in artikel 31, § 1, in het geval bedoeld bij § 1 van dit artikel, ofwel voor de volgende periode van 3 jaar, in het geval bedoeld bij § 2 van dit artikel.

Na het einde van elk burgerlijk jaar, deelt de dienst aan het bestuur het bedrag mede van de werkelijke uitgaven van het voormelde jaar, met uitsluiting van de provisionele bedragen voor het vakantiegeld.

Na het einde van de periode bedoeld bij artikel 31, § 1, vordert het bestuur het eventueel te veel ontvangen bedrag t.o.v. de provisionele toelage toegekend tijdens de voormelde periode terug. Ingeval de activiteiten van de dienst worden stopgezet, wordt het te veel ontvangen bedrag teruggeorderd vóór het einde van de periode bedoeld bij artikel 31, § 1.

Art. 33. Wordt het opvoedingsproject, het aantal door het project beoogde situaties of de categorie van de dienst gewijzigd, dan komt er zo nodig een herziening van de provisionele toelage voor een nieuwe periode van drie jaar, volgens de modaliteiten bedoeld bij artikel 31, § 1.

Afdeling 2. — Definitieve toelage voor personeelskosten

Art. 34. § 1. Elk jaar wordt de definitieve toelage vastgesteld op basis van de bewijsstukken die door het bestuur worden opgevraagd.

§ 2. De aanwending van de provisionele toelage bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk wordt verantwoord overeenkomstig de bepalingen in bijlage 1 van dit besluit.

§ 3. De tegemoetkoming door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid aan de dienst gestort om de afwezigheid van een werknemer met opvoedingsverlof te compenseren is in de provisionele toelage opgenomen. Deze boeking wordt gespreid over een of meer burgerlijke jaren, het eerste is het jaar waarin de werknemer begonnen is aan zijn opvoedingsverlof, het laatste is het jaar dat volgt op het jaar waarin de tegemoetkoming van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid wordt uitbetaald.

Binnen de maand die volgt op de effectieve uitbetaling van de tegemoetkoming adviseert de dienst bij aangetekend schrijven het bestuur over zijn keuze wat de bestemming betreft van het bedrag van de tegemoetkoming gespreid over een of meer jaren die in aanmerking komen.

§ 4. Het gedeelte van de provisionele toelage toegekend tijdens de periode bedoeld bij artikel 31, § 1, desgevallend met inbegrip van de tegemoetkoming bedoeld bij § 3 van dit artikel waarvan de aanwending niet verantwoord is, vormt een ten onrechte ontvangen bedrag dat kan terugbetaald worden volgens de bij artikel 32, 5 bedoelde modaliteiten.

HOOFDSTUK III. — Toelage voor werkingskosten

Art. 35. § 1. Een vaste toelage voor werkingskosten wordt aan de diensten toegekend. De uitgaven waardoor de toelage kan verantwoord worden, zijn de volgende, onverminderd de bepalingen bedoeld bij de specifieke besluiten die eigen zijn aan de verschillende types van pedagogische projecten :

1° de kosten voor het betrekken van de gebouwen, inzonderheid de huurkosten, de huurlasten en de verhuiskosten, de bewakingskosten;

2° wanneer de dienst eigenaar is van de door hem bezette gebouwen, de dotatie voor de afschrijving op de vaste activa die betrekking heeft op de voormelde gebouwen. Het afschrijvingscijfer is vastgesteld op 3,333 %. Een afschrijvingscijfer van 10 of 6,666 % kan in aanmerking genomen worden voor de verbouwing of voor grote onderhoudswerken aan de gebouwen;

3° de kosten voor onderhoudsproducten;

4° de onderhoudskosten voor de lokalen en voor hun inhoud alsook de kosten voor beddegoed en ondergoed;

5° de kosten voor watervoorziening, energie en brandstoffen;

6° de bestuurskosten;

7° de verzekeringskosten die geen betrekking hebben op het personeel, te weten de verzekeringen tegen brand, diefstal, verplichte burgerlijke aansprakelijkheid van de diensten, wagens, bureaubenodigdheden en informatica;

8° de rechtskosten in het kader van de verdediging van de personeelsleden t.o.v. de begunstigen van de door de dienst verleende hulp. De honoraria van de advocaten en deskundigen komen in aanmerking voor zover er geen onenigheid ontstaat bij het bestuur;

9° de honoraria van de supervisors en de opleiders, op basis van effectief opgemaakte facturen en ten belope van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag, vastgesteld op F 125 513 per type van erkend pedagogisch project;

10° de honoraria voor verificatie of echtverklaring van de jaarrekening, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 3 van dit besluit. Deze kosten worden in aanmerking genomen op basis van effectief opgemaakte facturen, ten belope van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag per dienst :

a) vastgesteld op F 37 653 voor een dienst die tot 10 betrekkingen telt die overeenstemmen met volledige dagtaken, die toegekend worden volgens de normen inzake bestand, die in rekening worden genomen voor de berekening van de provisionele toelagen;

b) vastgesteld op F 37 653 en vermeerderd met F 2 898 per bijkomende betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak, die toegekend wordt boven de 10 en tot 49, in totaal, volgens de voormelde normen inzake bestand;

c) vastgesteld op F 153 627 vanaf 50 betrekkingen die overeenstemmen met volledige dagtaken, die toegekend worden, in totaal, volgens de voormelde bestandsnormen;

11° de honoraria voortvloeiend uit administratieve en rekenplichtige opdrachten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst en voor de naleving van de voorwaarden voor de erkenning. Deze kosten komen in aanmerking op basis van effectief opgemaakte facturen en binnen de perken van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag per dienst :

a) van F 164 000 tot 10 betrekkingen die overeenstemmen met volledige dagtaken en toegekend volgens de bestandsnormen die in aanmerking komen voor de berekening van de provisionele toelagen;

b) van F 177 390 tot 16 betrekkingen die overeenstemmen met volledige dagtaken en toegekend volgens de voormelde bestandsnormen;

c) van F 262 740 boven 16 betrekkingen die overeenstemmen met volledige dagtaken en toegekend volgens de voormelde bestandsnormen;

12° de aan de plaatselijke kantoren voor tewerkstelling betaalde bedragen voor gelegenheidsopdrachten die geen deel uitmaken van de gewone opdrachten van het personeel van de dienst;

13° de kosten voor sociaal secretariaat, te weten de berekening van de lonen, de formaliteiten in verband met de betaling van de lonen en die moeten vervuld worden in het kader van de sociale en fiscale wetgeving, de logistieke en gerechtelijke steun; op basis van facturen die effectief zijn opgemaakt, worden deze kosten gedekt door de toelage ten belope van F 7 615, indexeerbaar, te vermeerderen met de BTW, per werknemer en per jaar;

14° de bijdragen betaald aan de representatieve organisaties van de diensten, ten belope van een maximaal bedrag van F 2 176, indexeerbaar per jaar en per voltijdse betrekking die in aanmerking komt voor de berekening van de provisionele toelagen van de dienst;

15° de kosten voor de voortgezette vorming van het personeel in België; de betoelaging voor vormingskosten in het buitenland hangt af van de toestemming van het bestuur. Het gedeelte van de toelage gewijd aan de vorming mag niet hoger zijn dan een bedrag dat overeenstemt met 20 % van de jaarlijkse toelage voor werkingskosten. De vormingskosten waardoor de toelage verantwoording krijgt, stemmen overeen ofwel met een specialisatievorming die verband houdt met de betrokken functie en haar niveau, met uitsluiting van de algemene studies, ofwel met deelnemingen aan colloquia, conferenties, congressen, seminars en studiedagen;

16° de reiskosten van het personeel in dienstverband en voor opdrachten, in België, op basis van het tarief per kilometer van toepassing op het bestuurspersoneel. De betoelaging van de reiskosten naar het buitenland hangt af van de toestemming van het bestuur : deze toestemming kan gelden voor een jaar, kan principieel zijn en een geheel van uitgaven betreffen;

17° de kosten voor aankondigingen, reclame, documentatie, opvang van de jongeren en hun naasten;

18° de kosten gebonden aan het gebruik van de wagens, met inbegrip van de omnium-verzekering voor opdrachten en, zo nodig, de bijkosten voortvloeiend uit de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor de wagen indien er sprake is van beroepshalve gebruik;

19° de kosten voor ontruiming van de afval;

20° de kosten voor psychologisch en didactisch materieel;

21° de bankkosten en de leningslasten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst, in het kader van de toepassing van dit besluit;

22° de buitengewone kosten, in het kader van de opdrachten bedoeld bij de punten 10°, 11° en 13° voor zover het bestuur zijn akkoord heeft betuigd;

23° de dotatie voor de afschrijvingen op de vaste activa voor het meubilair, het materieel en andere uitrustingen. Het afschrijvingscijfer is vastgesteld op 20 % voor het vaste en rollend materieel alsook voor het meubilair en de bureaubehoeften. Het is vastgesteld op 33,33 % voor informatica-materiaal en software. De afschrijvingscijfers aangepast volgens het opvoedingsproject van de dienst kunnen bepaald worden in de besluiten die specifiek zijn voor de categorieën van diensten;

24° de taksen en directe en indirecte belastingen gebonden aan de erkende activiteit van de dienst;

25° de interne factureringen in verband met de punten 11° en 13° voor het geheel van de diensten, alsook de factureringen in verband met punt 6°, alleen wanneer de inrichtende macht een overheidsmacht is, worden aanvaard in naleving van de hierna vermelde modaliteiten :

a) voor de honoraria in verband met de administratieve en rekenplichtige opdrachten bedoeld bij 11°, ten belope van ten hoogste een jaarlijks indexeerbaar bedrag van :

- F 164 000 tot 10 betrekkingen die overeenstemmen met voltijdse dagtaken toegekend volgens de bestandsnormen die in aanmerking komen voor de berekening van de provisionele toelagen;

- F 177 390 tot 16 betrekkingen die overeenstemmen met voltijdse dagtaken toegekend volgens de voormelde bestandsnormen;

- F 262 710 boven de 16 betrekkingen die overeenstemmen met voltijdse dagtaken toegekend volgens de voormelde bestandsnormen;

b) voor de opdrachten bedoeld bij voormeld 13° : de in hetzelfde punt 13° bedoelde bepalingen zijn van toepassing zonder rekening te houden met de verhoging voor BTW;

c) voor de administratieve kosten bedoeld bij 6°, alleen voor de diensten waarvan de inrichtende macht een overheidsmacht is, ten belope van maximum F 1 087 775, indexeerbaar per jaar en per administratieve betrekking of van bestuursdirecteur voorzien bij de bestandsnormen die van toepassing zijn op de dienst en die niet bezet is. Ingeval er een interne factuur wordt ingediend, moet de dienst er het bestuur van verwittigen vóór het betrokken jaar opdat de provisionele toelage in verband met de betrekking van administratief directeur zou toegekend worden, ofschoon de betrekking niet wordt bekleed;

De Regering bepaalt het bedrag van de werkingstoelage rekening houdend met het opvoedingsproject. Dit bedrag wordt automatisch geïndexeerd in toepassing van artikel 41 van dit besluit. Deze toelage wordt toegekend aan de dienst ten belope van een twaalfde per maand.

TITEL IV. — Algemene, bijzondere, opheffings- en slotbepalingen

HOOFDSTUK I. — Algemene en bijzondere bepalingen

Art. 36. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op het geheel van de erkende diensten, behoudens bijzondere bepalingen in de besluiten die specifiek zijn voor elke categorie van diensten.

Art. 37. De bij artikel 3 van dit besluit bedoelde diensten houden gedurende 10 jaar de rekenplichtige bewijsstukken bij; in geval van rechtsvordering wordt de termijn verlengd tot de definitieve afhandeling van de rechtsvordering.

De jaarrekeningen en de dossiers van het personeel moeten gedurende 30 jaar worden bijgehouden. Het individueel dossier van de jongere, bedoeld bij artikel 9 van dit besluit, mag ten vroegste 5 jaar na de meerderjarigheid van de jongere vernietigd worden, behoudens de evolutie en het einde van de tenlasteneming die desgevallend moeten doorgezonden worden naar de lastgevende autoriteit.

Het medisch dossier van de jongere moet desgevallend teruggezonden worden naar de huisarts of naar de geconventioneerde arts van de andere dienst waardoor de jongere ten laste wordt genomen.

Wat het administratief dossier betreft, en naar gelang van het geval :

- worden de akkoorden, de formaliseringen voor de tenlasteneming en de mededelingen, alsook de attesten betreffende de filosofische of religieuze overtuigingen gedurende 3 jaar door de dienst bewaard en daarna onder zijn toedoen vernietigd;

- worden de schoolrapporten terugbezorgd aan de jongere;

- wordt de briefwisseling met de school en de familie door de dienst gedurende 3 jaar behouden of aan de jongere of de familie terugbezorgd;

- wordt de controleerbare lijst van de uitzet gedurende 3 jaar door de dienst bewaard.

Art. 38. Wat de indexeerbare bedragen betreft die niet gebruikt worden voor bezoldigingen of gelijkgestelde kosten, wordt de wet van 2 augustus 1971 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. Die bedragen zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01; de indexeringscoëfficiënt 1,000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

Art. 39. Wat de bedragen betreft die voor bezoldigingen of gelijkgestelde kosten gebruikt worden, wordt de wet van 1 maart 1977 toegepast houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij de daarop volgende besluiten. Die bedragen zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01; de indexeringscoëfficiënt 1,000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

HOOFDSTUK II. — Opheffingsbepalingen

Art. 40. § 1. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, voor de bepalingen die op de diensten toepasselijk zijn, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in artikel 17 en in bijlage 1;

2° de artikelen 5 tot 9 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 november 1991 houdende bepaling van de werking van de Erkenningscommissie opgericht bij het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 december 1990 tot vaststelling van de vergoedingen die worden toegekend aan de leden van de erkenningscommissie die advies moet uitbrengen inzake erkenning van de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming;

4° het besluit van 24 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de diensten voor Hulpverlening in open milieu en de toekenning van toelagen aan deze diensten;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten « Espaces-Rencontres ».

HOOFDSTUK III. — Overgangsbepalingen

Art. 41. Voor de toepassing van de artikelen 31, § 1, 5° en 34, § 2 worden beschouwd als beschikkend over de kwalificatie vereist in bijlage 3 van dit besluit, de personeelsleden die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, effectief de betrekking bekleedden waarvoor de kwalificatie vereist is, overeenkomstig de vorige verordeningsbepalingen.

Art. 42. § 1. Wanneer een ambt in aanmerking genomen voor de berekening van de vaste toelage voor personeelskosten in de vorige verordeningsbepalingen en in overeenkomsten bedoelde bepalingen, niet meer voorzien wordt door dit besluit of door de besluiten die specifiek zijn voor de categorieën van diensten, wordt aan het personeelslid dat deze betrekking bekleedt het behoud verzekerd van de weddeschaal die eraan verbonden is tot het einde van zijn activiteiten in de dienst. De voormelde weddeschaal komt in aanmerking voor de vaststelling van de provisionele en definitieve toelagen van de dienst.

§ 2. Aan de personeelsleden die na de inwerkingtreding van dit besluit de gelijkstelling vragen met een leidende functie op basis van de punten 2, 3 en 4 van bijlage 5, E van het besluit van 7 december 1987 en die tewerkgesteld zijn in een erkende verblijfsdienst van ten minste 60 bedden op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit :

1° wordt de weddeschaal B toegekend die verbonden is aan de functie van pedagogische verantwoordelijke of van verantwoordelijke voor de algemene coördinatie, voor zover de kwalificatie van dit personeel voldoende wordt geacht krachtens de bepalingen bedoeld bij respectievelijk de punten 2 en 4 van bijlage 5, E van het besluit van 7 december 1987;

2° wordt de weddeschaal B toegekend die verbonden is aan de functie van administratief verantwoordelijke op voorwaarde dat zij de kwalificatie opdoen vereist door de bepalingen bedoeld bij punt 2 van bijlage 5, E van het besluit van 7 december 1987.

§ 3. De bezoldigingen die worden toegekend aan de opvoeders-groefschefs, die als personeelslid dat ambt op 1 januari 1987 uitoefenden, kunnen in aanmerking worden genomen tot het vertrek van deze.

Art. 43. Het bij artikel 31, § 2, lid 1 bedoeld percentage wordt als volgt op een minimale basis vastgesteld op :

- 54 % voor de diensten voor hulpverlening in open milieu, de dagcentra en de diensten voor hulpverlening en educatief optreden;
- 48,84 % voor de diensten voor vervangende voogdij;
- 49,55 % voor de diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 53,42 % voor de diensten voor dringende plaatsing in gezinnen op korte termijn;
- 52,23 % voor de centra voor opvoedkundige voorlichting en de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties;
- 61,06 % voor de andere dan de voormelde categorieën van diensten.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 44. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort, is belast met de toepassing van dit besluit.

Art. 45. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1

Normen in aanmerking genomen voor de vaststelling van de definitieve toelage voor personeelskosten, overeenkomstig de artikelen 31, § 2 en 34, § 2 van dit besluit.

A. De aanwending van de provisionele toelage wordt verantwoord door :

1° de uitbetaling van de bezoldigingen, met inbegrip van de geldelijke anciënniteit berekend op basis van de bepalingen vermeld in bijlage 2, A van dit besluit, berekend volgens de weddeschalen vermeld in bijlage 4 van dit besluit, op voorwaarde dat de toepassing van die weddeschalen voorzien is door de bijzondere bepalingen, inzonderheid inzake personeelsbestand en -kwalificatie, vastgesteld door de Regering in de besluiten die specifiek zijn voor de verschillende categorieën van diensten;

2° de betaling van de wettelijke patronale lasten voortvloeiend uit de bezoldigingen, zoals voorzien in de privé-sector of, zo nodig onder voorbehoud van de toestemming van de Minister, zoals voorzien in het overheidsstatuut van de dienst;

3° de toekenning van bijkomende voordelen, waaronder sommige toegekend inzonderheid krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten van de Paritaire Commissie voor tehuizen voor opvoeding en huisvesting, te weten de volgende lasten :

a) een eindejaarstoelage berekend op basis van de bepalingen die een dergelijke toelage toekennen aan de ambtenaren van de overheidsdienst van de Regering van de Franse Gemeenschap;

b) en jaarlijkse bijzondere indexeerbare toelage van F 20 000 per jaar, toegekend evenredig aan de wekelijks gepresteerde uren en maandelijks in twaalfden uitbetaald; er wordt geen rekening gehouden met deze toelage voor de berekening van de eindejaarstoelage waarvan sprake in punt a);

c) een supplement van 50 % van de uurbezoldiging, voor een maximum van 16 uren, op zondag gepresteerd per werknemer die deel uitmaakt van het opvoedend, verzorgend, maatschappelijk en onderhoudspersoneel;

d) de dagelijkse uitgaven gedaan door de personeelsleden ten belope van een niet indexeerbaar maximumbedrag van 500 F, en ten belope van maximaal 30 dagen per jaar per personeelslid wanneer zij de jongeren vergezellen tijdens vakanties ingericht door de dienst. De dagelijkse uitgave wordt betaald voor zover het personeelslid 24 uren per dag aanwezig is op de plaats van het verlof; de eerste en de laatste verlofdag tellen elk voor een volledige dag;

e) een verlofdag op 27 september van elk jaar voor het feest van de Franse Gemeenschap. Een supplement van 4 verlofdagen voor de personeelsleden die 6 maanden anciënniteit in de dienst tellen; deze tweede maatregel is evenredig van toepassing op de werknemers met deeltijdse arbeid;

f) de terugbetaling van de reiskosten tussen de woning en de werkplaats, volgens de modaliteiten bepaald in de daarbij behorende collectieve overeenkomsten;

4° de betaling van de lasten voor vooropzeg, al dan niet gepresteerd, ten belope van de minimale duur van vooropzeg voorzien bij de sociale wetgeving :

a) wanneer de voormelde minimale duur bij vonnis van de arbeidsrechtbank verlengd wordt, ten gevolge van een beroepinstelling door het personeelslid, beslist de Minister of de bijkomende lasten beslist door de arbeidsrechtbank geheel of gedeeltelijk in aanmerking komen om de provisionele toelage te verantwoorden. Wanneer de vooropzeg betekend wordt omwille van definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst, moet hij gepresteerd worden tot het einde van de activiteiten van de dienst;

b) ingeval de erkenning wordt ingetrokken, wordt de definitieve toelage aangepast om de betaling te dekken van het minimaal gedeelte van de wettelijke vooropzeggingen die door de dienst worden gedragen op het einde van de erkenning, op voorwaarde dat het gebruik conform de definitieve toelage wordt gewaarborgd en desgevallend na aftrek van de te veel ontvangen bedragen voor toelagen. Ingeval er wordt vastgesteld dat de toelage niet conform wordt aangewend, wordt zij in vermindering gebracht van de eigen middelen waarover de inrichtende macht beschikt.

5° desgevallend de betaling van de administratieve en boekhoudkundige prestaties bedoeld bij de §§ 10°, 11°, 13°, 22° en 25° van artikel 35, § 1 van dit besluit, binnen de perken bepaald bij ditzelfde artikel;

6° de betaling van de vergoeding voor brugpensioenen, voor zover :

a) de wettelijke bepalingen inzake brugpensioenen nageleefd worden;

b) de kosten voor de vergoeding ten laste van de werkgever en de kosten voor de financiële last met betrekking tot het personeel dat de persoon met brugpensioenen vervangt, de financiële last met betrekking tot de persoon met brugpensioenen niet overschrijden, in het geval dat laatstvernoemde aan het werk zou gebleven zijn; de voormelde voorwaarde is niet vereist voor het werkliedenpersoneel, doch de bijkosten worden niet in acht genomen bij de berekening van de aanpassing bedoeld bij artikel 32 van dit besluit;

c) de werkgever de aanvraag op voorhand bij het bestuur indient met, ter staving van die aanvraag, afschrift van al de documenten die erbij behoren alsook de financiële programmatie voor heel de periode van het brugpensioen;

7° de betaling van de uitgaven voor wetsverzekering, de verlofvergoedingen voor het werkliedenpersoneel, het enkel en dubbel vakantiegeld van de bedienden voor het jaar dat het jaar voorafgaat waarin de definitieve toelage werd vastgesteld; in het geval dat de dienst zijn activiteiten stopzet, zijn de voormelde uitgaven de sluitingslasten die in acht genomen worden om te worden gesubsidieerd boven de definitieve toelage van het sluitingsjaar. Voor de berekening van de definitieve toelage van het sluitingsjaar worden de voormelde uitgaven in verband met het sluitingsjaar in aanmerking genomen;

8° zo nodig, de inaanmerkingneming van het aandeel of van het gedeelte van de bezoldigingen en lasten die niet door andere publiekrechtelijke rechtspersonen worden gefinancierd;

9° de toekenning van bijkomende voordelen voorzien in het openbaar statuut van de dienst, onder voorbehoud van het akkoord van de Minister.

B. De aanwending van de provisionele toelage is niet verantwoord door :

1° de bezoldigingen, lasten en bijkomende voordelen betaald aan de personeelsleden die de kwalificatie niet bezitten bepaald in de bijlage 3 van dit besluit;

2° het gedeelte van de bezoldigingen en lasten, de periode van vooropzeg inbegrepen, dat de bedragen overschrijdt die ten laste worden genomen door de publiekrechtelijke rechtspersonen voor een volledige dagtaak, met uitzondering van de wetenschappelijke activiteiten voor zover de Minister zijn toestemming heeft betuigd, en met uitzondering van de prestaties in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten voordele van de personeelsleden van de diensten bedoeld bij dit besluit. Als overgangmaatregel worden de cumulaties ten laste van de overheids machten die vóór 1 augustus 1975 bestonden, tot aan hun normaal einde toegelaten;

3° de bezoldigingen en lasten in hun geheel of gedeeltelijk gebonden aan de overschrijding van een voltijdse prestatie ten gevolge van de cumulaties met prestaties buiten de dienst, die het personeelslid in de onmogelijkheid stellen te voldoen aan de voorwaarden van artikel 7, § 3 van dit besluit;

4° de uitbetaling aan de personeelsleden van voordelen die zich komen voegen bij deze die voorzien zijn in punt A, 3° van deze bijlage; in dit geval, moet de dienst bewijzen over eigen middelen te beschikken, voor een bedrag dat gelijk is met deze niet voorziene voordelen;

5° de bezoldigingen, lasten en bijkomende voordelen, betaald aan de personeelsleden die niet beantwoorden aan de voorwaarde bepaald bij artikel 7, § 4 van dit besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 2

Normen voor de bepaling van de geldelijke anciënniteit, overeenkomstig artikel 31, § 1, 5° van dit besluit.

A. Normen voor de berekening van de geldelijke anciënniteit die de aanwending van de provisionele toelage voor personeelskosten kunnen verantwoorden.

1° a) De anciënniteit stemt overeen met de vorige werkelijke prestaties, alsook met deze die krachtens de sociale wetgeving kunnen gelijkgesteld worden met effectieve prestaties; deze prestaties worden in aanmerking genomen vanaf de leeftijd van de ranginneming die na de betrekking in bijlage 4 van dit besluit vermeld staat.

b) De periodes van loopbaanonderbreking zijn, ten belope van maximum een jaar, die gelden als volledige dagtaak en gelijkgesteld met een effectieve arbeidsperiode voor de berekening van de betoelaagbare geldelijke anciënniteit;

c) De periodes van verlof zonder wedde zijn, ten belope van maximaal vijftien dagen per jaar, gelijkgesteld met een effectieve arbeidsperiode voor de berekening van de betoelaagbare geldelijke anciënniteit.

2° De kalendermaanden die niet volledig gedekt zijn door een of meer arbeidsovereenkomsten komen niet in aanmerking.

3° Worden als prestaties met volledige dagtaak beschouwd :

a) de prestaties geleverd in een uurstelsel van ten minste 38 uur/week in de gesubsidieerde diensten op basis van dit besluit; onverminderd de toepassing van collectieve overeenkomsten in onderneming om een oplossing te vinden voor bijzondere gevallen en voor zover de Minister zich daarmee akkoord heeft verklaard;

b) de prestaties geleverd in het onderwijs, in een uurstelsel dat als volledige dagtaak wordt beschouwd volgens de bepalingen toegepast in deze sector;

c) de prestaties in een uurstelsel dat als volledige dagtaak door de collectieve arbeidsovereenkomsten wordt beschouwd die van toepassing zijn in de sectoren waar deze prestaties worden geleverd.

4° De anciënniteit wordt volgens de volgende modaliteiten berekend :

a) wanneer de gepresteerde weekuurooster verhoogt t.o.v. deze die gepresteerd wordt tijdens een vorige periode, wordt de berekening van de geldelijke anciënniteit aangepast volgens de formule :

$$\frac{\text{periode van vorige prestaties (in maanden)}}{\text{weekuurooster vorige periode}} = (x) \text{ maanden}$$

weekuurooster huidige periode

b) wanneer de gepresteerde weekuurooster vermindert t.o.v. deze die gepresteerd wordt tijdens een vorige periode, moet de berekening van de geldelijke anciënniteit niet aangepast worden;

c) wanneer de gepresteerde weekuurooster, volledig of gedeeltelijk, overeenstemt met die van een vorige periode, wordt er een maand geldelijke anciënniteit per maand prestatie gerekend;

d) de decimalen van het aantal maanden bekomen voor de berekening van de anciënniteit op basis van de voormelde punten a), b) en c) worden naar boven afgerond.

5° Voor het directiepersoneel komen de vorige prestaties in andere betrekkingen dan leidingfuncties slecht in aanmerking ten belope van 75 % en vanaf 24 of 21 jaar naargelang van de beklede leidingfunctie; deze vermindering is evenwel niet van toepassing :

a) op de titularissen van de universitaire licenties vermeld in 2° van bijlage 3, B van dit besluit;

b) wanneer zij een vermindering van de bezoldiging tot gevolg heeft ingeval van bevordering tot de leidingfunctie; in dat geval is er behoud van de bezoldiging gebonden aan de vorige functie, onverminderd haar indexering, totdat de bezoldiging, die normaal van toepassing is voor de leidingfunctie, de bezoldiging overschrijdt die gebonden is aan de vorige betrekking.

6° de volgende documenten zijn vereist om te bewijzen dat de aangehaalde prestaties werkelijk werden geleverd :

a) het attest van de werkgever waarin de beklede betrekking, de juiste periode van de prestaties en de gepresteerde weekuurooster worden vermeld;

b) het attest betreffende de stortingen bij een pensioenkast of een instelling voor maatschappelijke zekerheid;

c) elk ander bewijsstuk dat eventueel door het bestuur wordt vereist.

B. Bijzondere normen van toepassing voor de berekening van de geldelijke anciënniteit erkend in de sector voor hulpverlening aan de jeugd en in aanmerking genomen voor de berekening van de provisionele toelage voor personeelskosten.

Voor de berekening van die anciënniteit wordt er rekening gehouden met de bepalingen bedoeld bij punt A van deze bijlage, met evenwel de volgende beperkingen :

1° worden in aanmerking genomen de voltijdse of deeltijdse prestaties die werden geleverd in een betrekking bekleed in de gesubsidieerde dienst, alsook de vorige prestaties die werden geleverd :

a) bij een of meer diensten vooral erkend of gesubsidieerd op basis van de toepassingsbesluiten van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, alsook bij de officiële diensten voor jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd, bij de diensten van de Jeugdrechtbanken en de Comités voor de jeugdbescherming;

b) bij een of meer instellingen erkend voor de opvang van gehandicapte minderjarigen die geplaatst zijn ten laste van de bevoegde federale, communautaire of gewestelijke instellingen;

c) bij een dienst erkend door een andere overheidsmacht in het kader van activiteiten die vooral op de kinderen gericht zijn.

2° de personeelsleden die in de voormelde sectoren bedoeld bij 1° a) en b) vóór 1 januari 1984 prestaties hebben geleverd, behouden, voor de prestaties die deze datum voorafgaan, desgevallend de anciënniteit verworven op de datum van hun uittreden uit deze sectoren vóór 1 januari 1984, of de anciënniteit verworven op 1 januari 1984 indien men de prestaties is blijven leveren na deze datum. Die verworven anciënniteit wordt berekend op de volgende grondslag; de diensten die in aanmerking komen voor de berekening van de anciënniteit zijn :

- voor het ambt van opvoeder : alle vorige prestaties als opvoeder, psycholoog, maatschappelijk assistent, leerkracht, studiemeester;

- voor de ambten van maatschappelijk assistent, psycholoog, verpleger, administratief en onderhoudspersoneel : alle vorige prestaties in hetzelfde ambt;

- voor de leidingfunctie : alle hierboven vermelde vorige prestaties, alsook de leidingprestaties in de pedagogische, sociale en paramedische sectoren.

3° de anciënniteit wordt in haar geheel behouden, onverminderd de toepassing van de leeftijd van de ranginneming in de nieuwe betrekking, voor ieder personeelslid in geval van bevordering tot een andere graad, de verandering van ambt of van dienst, behoudens de leidingfunctie.

4° voor zover dezelfde prestaties bij dezelfde werkgever hervat worden op het einde van de leger- of burgerdienst, wordt deze gelijkgesteld met effectieve prestaties ten belope van ten hoogste twaalf maanden.

5° de bij 3° bedoelde bepalingen zijn niet van toepassing op het onderhoudspersoneel dat tewerkgesteld was vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit en dat niet meer in de normen in rekening werd genomen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 3

Kwalificatievoorwaarden bedoeld bij artikel 31, § 1, 4° waardoor de provisionele toelage verantwoord is.

A. Opvoedend personeel

1° Hoofdopvoeder :

- titularis zijn van ten minste een diploma of een schoolgetuigschrift van het niveau van hoger pedagogisch, paramedisch of sociaal onderwijs, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist, ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie.

2° Opvoeder 1e klasse :

- dezelfde kwalificatievoorwaarden als voor de hoofdopvoeder;

- wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie, de opvoeder 2e klasse 2A of 2B die tewerkgesteld was op 1 september 1966, op voorwaarde op 21 december 1974 respectievelijk tien en vijftien jaar dienst als opvoeder te tellen.

3° Opvoeder 2e klasse :

- de opvoeders 2e klasse die beantwoorden aan de voorwaarden vereist om toegang te hebben tot de klasse 2A en die op 7 december 1976 in dienst waren, mogen de bezoldiging blijven genieten die vroeger bepaald was voor klasse 2 wanneer het bedrag ervan voordeliger blijkt dan dat gebonden aan de weddeschaal van klasse 2A.

4° Opvoeder klasse 2A :

- een diploma of schoolgetuigschrift van het hoger secundair onderwijs met sociale, educatieve of paramedische oriëntering, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

- of een brevet van verpleger of verpleegassistent;

- of een brevet van kinderverzorgster, voor zover het personeelslid houder van dit brevet zich bezig houdt met kinderen van 0 tot 6 jaar.

5° Opvoeder klasse 2B :

- een diploma of schoolgetuigschrift van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld;

- wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie de opvoeder 3e klasse die tewerkgesteld was op 1 september 1966, op voorwaarde op 21 december 1974 vijf jaar dienst als opvoeder te tellen.

6° Opvoeder 3e klasse :

- het getuigschrift van lager secundair onderwijs.

- wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie het personeel dat op 21 december 1974 drie jaar dienst als opvoeder telde, alsook het opvoedend personeel dat op 15 september 1975 in dienst was en dat op die datum houder was van een getuigschrift of een brevet van het lager beroepsonderwijs.

B. Psycho-social personeel

1° Assistent of maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie.

2° Licentiaat in de sector menselijke en sociale wetenschappen, zoals bedoeld in punt 1 van artikel 3, § 1 van het decreet van 5 september 1994 van de Franse Gemeenschap houdende regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid de licenties in de rechten, criminologie, psychologie, opvoedingswetenschappen en sociale wetenschappen of licentiaat in de specialiteit bepaald door de Minister, in de gevallen waarin deze mogelijkheid voorzien is bij een specifiek besluit dat verband houdt met het type van pedagogisch project of met de betrokken categorie van de diensten.

C. Administratief personeel

1° klerk :

- getuigschrift van het lager secundair onderwijs;

- wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie, vanaf 1 januari 1974, het administratief personeel dat vóór 1 juli 1973 tewerkgesteld was.

2° Opsteller :

- getuigschrift van het hoger secundair onderwijs;

- wordt gelijkgesteld met deze kwalificatie, het administratief personeel dat op 1 januari 1974 tewerkgesteld was bij een dienst erkend op basis van het besluit van 7 december 1987, dat op deze datum ten minste 20 jaar arbeid met volledige dagtaak in een dienst telde zoals bedoeld bij artikel 3, 2° en 3° van voormeld besluit van 7 december 1987 en dat een attest kan voorleggen betreffende een vorming inzake sociale wetgeving en beheer.

3° Huismeester :

- dezelfde voorwaarden als deze bedoeld bij 2° voor de opsteller.

D. Technisch personeel

Geen enkele kwalificatievoorwaarde.

E. Directiepersoneel

1° a) Directeur, pedagogisch directeur :

- een diploma of eindgetuigschrift van het hoger pedagogisch of sociaal onderwijs, behoudens het diploma van bibliothecaris- documentalist, van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie, alsook drie jaar educatieve functies;

- of een licentie in de sector van de menselijke en sociale wetenschappen, zoals bedoeld in punt 1 van artikel 3, § 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 houdende regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid met een pedagogische, sociale of gezondheidsoriëntering, alsook drie jaar educatieve functies.

b) Bestuursdirecteur :

- een licentie handelswetenschappen of toegepaste economische wetenschappen.

2° Coördinator :

- dezelfde kwalificatievoorwaarden als de hoofdopvoeder.

3° Directeur-generaal

- een diploma of eindgetuigschrift van het hoger pedagogisch, paramedisch of sociaal onderwijs, behoudens het diploma van bibliothecaris-documentalist, van ten minste het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie;

- of een licentie in de sector van de menselijke en sociale wetenschappen, zoals bedoeld in punt 1 van artikel 3, § 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 september 1994 houdende regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid met een pedagogische, sociale of gezondheidsoriëntering;

- of een licentie toegepaste economische wetenschappen, handelswetenschappen of arbeidswetenschappen.

- en een ervaring van zes jaar opvoedende functies of inzake beheer.

F. Medisch en paramedisch personeel

1° Doctor in de geneeskunde

2° Doctor in de gespecialiseerde geneeskunde

3° Gebrevetteerd verpleger

4° Gegradueerd verpleger.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

—————
Bijlage 4

Weddeschalen voor de bezoldiging bedoeld bij artikel 31, § 1, 4° van dit besluit, waardoor de aanwending van de provisionele toelage verantwoord is.

A. Opvoedend personeel

1° Hoofdopvoeder (21 jaar) : 676.835 - 1.015.220

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

2° Opvoeder 1e klasse (20 jaar) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

3° Opvoeder 2e klasse (20 jaar) : 541.487 - 683.961

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

7/2 x 14.246

4° Opvoeder klasse 2A (20 jaar) : 541.487 - 749.855

3/1 x 8.905

4/2 x 10.688

8/2 x 14.246

1/2 x 24.933

5° Opvoeder klasse 2B (20 jaar) : 520.115 - 733.819

3/1 x 10.688

1/2 x 10.688

12/2 x 14.246

6° Opvoeder 3e klasse (18 jaar) : 504.990 - 683.963

3/1 x 5.595

2/2 x 7.775

1/2 x 10.054

2/2 x 11.424

8/2 x 14.217

7° Opvoeder-groepschef (21 jaar) : 707.108-1.070.426

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

B. Psycho-sociaal personeel

1° Assistent of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie (23 jaar) :

621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

2° Licentiaten zoals bedoeld bij punt 2° van bijlage 3,B van dit besluit (24 jaar) :

822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

C. Administratief personeel

1° Klerk (18 jaar) : 504.990 - 658.078

3/1 x 5.595

5/2 x 7.775

6/2 x 10.665

2/2 x 16.749

2° Opsteller (20 jaar) : 513.753 - 840.690

3/1 x 10.689

2/2 x 10.303

7/2 x 24.933

1/2 x 24.934

3/2 x 24.933

3° Huismeester (20 jaar) : 591.351 - 929.736

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

9/2 x 24.933

D. Technisch personeel : 492.791 - 582.992

3/1 x 6.479

2/2 x 4.577

10/2 x 6.161

E. Directiepersoneel.

1° Directeur, pedagogisch directeur, bestuursdirecteur (24 jaar) :

Barema A : 822.867 - 1.280.576

3/1 x 24.933

10/2 x 38.291

Barema B enkel toepasselijk in de door de regering voorziene gevallen :

894.104 - 1.390.104

3/1 x 24.933

11/2 x 38.291

2° Coördinator (21 jaar) :

Barema A : 707.108 - 1.070.426

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

Barema B enkel toepasselijk in de door de regering voorziene gevallen :

735.604 - 1.088.235

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

2/2 x 28.493

10/2 x 24.933

3° Directeur-generaal (24 jaar) enkel toepasselijk in de door de regering voorziene gevallen :

Barema A : 894.104 - 1.390.104

3/1 x 24.933

11/2 x 38.291

Barema B : van toepassing na 6 jaar anciënniteit in een leidingfunctie in een erkende dienst : 1.104.248 - 1.691.967

11/2 x 53.429

F. Medisch personeel

1° Doctor in de geneeskunde (24 jaar) : 1.018.768 - 1.529.887

3/1 x 24.933

10/2 x 43.632

2° Doctor in de gespecialiseerde geneeskunde (24 jaar) : 1.357.137 - 1.944.856

11/2 x 53.429

3° Gebrevetteerd verpleger (21 jaar) : 573.542 - 936.260

3/1 x 10.689

1/2 x 10.689

1/2 x 14.246

1/2 x 91.996

10/2 x 21.372

4° Gegradueerd verpleger (23 jaar) : 621.032 - 1.070.419

3/1 x 12.464

2/2 x 21.372

1/2 x 103.293

3/2 x 21.372

1/1 x 21.372

1/1 x 73.610

5/2 x 21.372

G. Gewaarborgde minimale jaarlijkse bezoldiging (vanaf 21 jaar) : F 498 380.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

Brussel, 15 maart 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX



F. 99 — 1557

[C - 99/29246]

**15 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant la part variable des subventions pour frais de prise en charge des jeunes**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment les articles 14, 43 et 47;

Vu les lois relatives à la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 9 juin 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 11 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement le 4 janvier 1999 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;